Dix défis pour les Nations unies en 2026-2027

Briefing spécial de Crisis Group N°15
New York/Bruxelles, 14 septembre 2026. Traduit de l'anglais

Que se passe-t-il ? Les dirigeants réunis à l'Assemblée générale des Nations unies trouveront une organisation en quête d'un nouveau souffle. La diplomatie onusienne visant à mettre fin aux guerres et à atténuer les souffrances des populations civiles reste paralysée, tandis que les coupes budgétaires ont affaibli les capacités de l'institution. Les Etats se tournent déjà vers l'avenir, alors qu'ils se préparent à désigner un nouveau secrétaire général.

En quoi est-ce significatif ? L'ONU demeure la seule enceinte universelle de coopération mondiale sur les questions de guerre et de paix, alors même que l'ordre international dont elle est l'un des piliers subit des pressions croissantes. De nombreux Etats membres espèrent que le prochain secrétaire général pourra aider l'organisation à dissiper le climat de malaise et à définir une nouvelle voie.

Comment agir ? Le prochain secrétaire général ne pourra pas résoudre les crises mondiales du jour au lendemain, mais il ou elle devra travailler avec les Etats membres pour relever les défis les plus urgents. Parmi ses priorités devraient figurer le renforcement des capacités de l'ONU en matière de rétablissement de la paix et de gestion des conflits, la mobilisation d'un soutien politique et financier, ainsi qu'un plaidoyer renouvelé en faveur de la coopération internationale.

I. Synthèse

Lorsque les dirigeants mondiaux se sont réunis pour la dernière fois à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2025, l'organisation était en plein désarroi, ébranlée par le gel de l'aide américaine et les différends entre grandes puissances. Un an plus tard, l'ONU reste prisonnière d'une crise qui s'éternise, malgré une nouvelle série de coupes budgétaires et de réformes. Sous l'administration Trump, les Etats-Unis, autrefois défenseurs certes imparfaits de l'ordre juridique international, en enfreignent désormais ouvertement les règles. Sans pour autant renier le système multilatéral dont l'ONU constitue le pilier, ils ont gravement nui à l'organisation en exigeant la réduction

des opérations multilatérales de paix, en retardant le versement de leurs contributions et en tentant d'imposer leur projet idéologique. Le Conseil de sécurité demeure une enceinte au sein de laquelle les grandes puissances s'efforcent de surmonter leurs divergences, les Etats-Unis, la Russie et la Chine parvenant encore à s'entendre sur des dossiers de second plan. Mais face aux principaux défis actuels en matière de paix et de sécurité – la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, ainsi que les conflits en Ukraine et au Soudan –, l'ONU se distingue surtout par son immobilisme. Le prochain secrétaire général ne pourra pas remédier à tous les maux de l'organisation, mais une diplomatie créative pourrait aider à mobiliser les capacités considérables dont elle dispose encore.

Si le sentiment général à l'ONU est celui d'une organisation en perdition, c'est en partie parce que tous attendent un changement à sa tête. Le mandat du secrétaire général António Guterres s'achèvera fin décembre. Un petit groupe de candidats – huit au moment de la rédaction de ce briefing – ont mené campagne tout au long de l'année pour lui succéder, publiquement comme en coulisses. La plupart se sont montrés prudents afin de ne pas froisser les grandes puissances qui dominent le processus de sélection. Au sein de l'ONU, cette succession suscite des sentiments partagés. Certains espèrent que le prochain secrétaire général donnera un nouvel élan à l'organisation et, si Washington s'y montre disposé, lui rendra une certaine influence politique et une plus grande stabilité financière. D'autres craignent que les Etats-Unis, la Chine et la Russie ne s'entendent pour choisir un candidat faible et étroitement soumis à leur contrôle, et que l'administration Trump n'impose au prochain dirigeant de l'ONU des coupes encore plus radicales dans l'ensemble de l'institution.

Le processus de sélection a au moins permis de recentrer l'attention sur la raison d'être de l'ONU, de la coopération multilatérale et du droit international. De nombreux Etats membres ont souligné qu'ils souhaitaient voir le prochain secrétaire général agir davantage en faveur de la prévention et de la résolution des conflits – des questions qu'António Guterres a parfois reléguées au second plan pour poursuivre d'autres objectifs, comme la coopération internationale en matière d'intelligence artificielle (IA). Compte tenu de l'absence de consensus entre les grandes puissances, António Guterres estimait sans doute qu'il avait peu à gagner à se concentrer sur les crises géopolitiques. Mais beaucoup estiment que l'ONU ne peut prétendre offrir une enceinte crédible pour débattre d'enjeux de long terme comme l'IA si les gouvernements doutent de sa capacité à remplir la mission première que lui confie sa Charte : maintenir la paix et la sécurité.

Les crises des douze derniers mois ont également rappelé que l'ONU continue d'offrir un cadre indispensable, bien qu'imparfait, à la coopération internationale. L'administration Trump s'est résignée à solliciter l'aval du Conseil de sécurité pour ses initiatives en Haïti et à Gaza.

Face aux répercussions de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, notamment la fermeture du détroit d'Ormuz, les gouvernements du monde entier ont réaffirmé l'importance des principes du droit international, parmi lesquels l'interdiction des guerres d'agression, la protection des civils et des biens de caractère civil en période de conflit, ainsi que la liberté de navigation. Bien que l'ONU soit restée pratiquement absente des efforts diplomatiques visant à mettre fin à la guerre au Moyen-Orient, les responsables américains et iraniens ont reconnu que le Conseil de sécurité devrait jouer un rôle – ne serait-ce qu'à titre formel – dans tout accord de paix.

Ce ne sont certes là que de modestes motifs de consolation. Mais à l'heure où les Etats-Unis et la Russie se heurtent aux limites de la force au Moyen-Orient et en Ukraine, il reste possible de réaffirmer la nécessité de la diplomatie, de la coopération et du respect du droit. Le prochain secrétaire général de l'ONU peut porter ce message. S'il est illusoire d'attendre d'un seul haut responsable, aussi influent soit-il, qu'il sauve le monde, de nombreux Etats membres de petite et moyenne taille, ainsi que bien des responsables de grandes puissances, sont disposés à se mobiliser pour préserver l'ordre juridique international, aujourd'hui fragilisé. L'ONU reste également la mieux placée pour acheminer l'aide humanitaire, déployer des opérations de paix et gérer des crises prolongées. Peu d'autres acteurs disposent de telles capacités, pas même le Conseil de paix soutenu par les Etats-Unis, actuellement en difficulté.

L'arrivée d'un nouveau secrétaire général pourrait donner un nouveau cap stratégique à l'ensemble de l'organisation, et en particulier à son pilier paix et sécurité. Mais face aux violences meurtrières, aux fractures régionales et aux difficultés institutionnelles, l'ONU continuera très certainement à parer au plus pressé et à naviguer à vue. S'appuyant sur les recherches menées par Crisis Group auprès de l'ONU et dans les pays concernés, ce briefing propose un tour d'horizon de certains des enjeux les plus urgents.

II. Bilan de l'année : les tendances de la diplomatie onusienne

L'ONU a passé une grande partie de l'année écoulée à s'adapter à une administration américaine plus affirmée et davantage guidée par une logique de donnant-donnant. Outre les crises persistantes en Ukraine, à Gaza et au Soudan, la dernière guerre entre les Etats-Unis et Israël d'un côté et l'Iran de l'autre a mis davantage à l'épreuve la diplomatie du Conseil de sécurité et l'ordre international soutenu par l'ONU.[1] Dans le même temps, la crise de liquidités que traverse l'ONU depuis

[1] Briefing spécial de Crisis Group N°14, *Causes of Peace in an Era of Hard Power*, 8 juillet 2026.

plusieurs années s'est aggravée sous l'effet des coupes dans l'aide américaine, perturbant son fonctionnement tant au siège, à New York, que sur le terrain. La forte baisse des contributions volontaires versées aux agences humanitaires de l'ONU a contraint l'organisation à opérer des arbitrages difficiles dans l'attribution de son aide, réduisant l'assistance apportée aux populations civiles touchées par les conflits armés. Parallèlement, les débats sur l'avenir de l'ONU se sont intensifiés tandis que les Etats membres lançaient le processus de sélection du prochain secrétaire général. Un an après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, l'organisation avait surmonté le choc initial et s'adaptait désormais à une nouvelle donne.

A. *Gestion des crises et diplomatie onusienne*

1. Le Conseil de sécurité

Il y a un an, Crisis Group observait que la diplomatie américaine au Conseil de sécurité sous la nouvelle administration Trump manquait de cap clair.[2] L'arrivée à New York de l'ambassadeur américain Mike Waltz, à la veille de l'Assemblée générale de l'ONU de 2025, a marqué le début d'une approche plus structurée et souvent plus résolue de Washington au sein du Conseil. Peu après la prise de fonctions de Mike Waltz , les Etats-Unis ont obtenu, conjointement avec le Panama, l'autorisation du Conseil de créer une nouvelle Force de répression des gangs (FRG) en Haïti, ainsi qu'un bureau d'appui de l'ONU destiné à couvrir une partie de ses coûts (voir section III.4).[3] Moins de deux mois plus tard, l'administration Trump – soutenue par ses partenaires régionaux et la Palestine – a convaincu le Conseil d'approuver son plan de cessez-le-feu pour Gaza et d'établir un Conseil de paix aux contours flous.[4] Dans les deux cas, le Conseil a avalisé des dispositifs concentrant le pouvoir décisionnel à Washington et réduisant au minimum les rôles politiques et opérationnels de l'ONU.

Alors que l'activité diplomatique de l'ONU autour de la guerre à Gaza tournait au ralenti (voir section III.3), le conflit entre les Etats-Unis et l'Iran a dominé les travaux du Conseil au cours de l'année écoulée. Les tensions entre grandes puissances au sujet de l'Iran étaient déjà vives à l'ONU avant le déclenchement des hostilités fin février. Après l'échec des négociations sur le nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran en 2025,

[2] Briefing spécial de Crisis Group N°13, *Dix défis pour les Nations unies en 2025-2026*, 9 septembre 2025.
[3] « Haiti: Vote on a Draft Resolution Authorizing a "Gang Suppression Force" and a UN Support Office* », Security Council Report, 30 septembre 2025 ; Daniel Forti, « New Force to Battle Haiti's Gangs Gets Security Council Blessing », Analyst's Notebook de Crisis Group, 1er octobre 2025; Rapport Amérique latine et Caraïbes de Crisis Group N°110, *Haïti : démanteler l'alliance meurtrière des gangs,* 15 décembre 2025.
[4] « Résolution 2803 », UNSC S/RES/2803, 17 novembre 2025 ; Daniel Forti, Richard Gowan et Max Rodenbeck, « What to Look for as the Gaza Peace Plan Comes to the UN Security Council », commentaire de Crisis Group, 14 novembre 2025.

puis la campagne de douze jours lancée par Israël contre l'Iran en juin (à laquelle les Etats-Unis se sont joints), la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – trois des signataires de l'accord nucléaire de 2015, ou Plan d'action global conjoint – ont décidé de rétablir les sanctions contre Téhéran au titre du mécanisme dit de « *snapback* », qui devait normalement expirer en octobre de la même année.[5] Pékin et Moscou ont contesté la légalité des sanctions onusiennes ainsi rétablies et, en signe de protestation, bloquent depuis début 2026 les travaux de l'ensemble des comités des sanctions et des groupes de travail thématiques du Conseil.[6]

Les tensions au sein du Conseil se sont progressivement intensifiées après que les Etats-Unis et Israël ont de nouveau attaqué l'Iran le 28 février. La Chine et la Russie ont vivement critiqué les deux Etats lors de la première réunion d'urgence du Conseil consacrée à la guerre. Quelques jours plus tard, ils ont néanmoins permis l'adoption d'une résolution présentée par Bahreïn condamnant les tirs de représailles de l'Iran contre ses voisins arabes du Golfe, préférant s'abstenir plutôt que d'y opposer leur veto. Leur position laissait entendre qu'à leurs yeux, le maintien des relations avec les Etats du Golfe importait davantage que de s'opposer à une résolution ne visant qu'un seul camp et sans véritable portée contraignante.[7]

Leur ton s'est toutefois durci lorsque Washington a fait pression sur le Conseil de sécurité pour qu'il envisage des mesures plus coercitives à l'encontre de Téhéran. Début avril, les Etats du Golfe et les Etats-Unis ont présenté un projet de résolution demandant au Conseil d'approuver la création d'une coalition navale multinationale, aux contours mal définis, chargée de rouvrir le détroit d'Ormuz. Moscou et Pékin ont opposé leur veto malgré l'intense lobbying des capitales du Golfe, estimant que la résolution aurait donné aux Etats-Unis un blanc-seing pour intensifier leurs opérations militaires.[8] Quelques semaines plus

[5] Naysan Rafati et Daniel Forti, « Iran Sanctions Snapback at the UN », commentaire de Crisis Group, 25 août 2026.

[6] La Chine et la Russie ont bloqué la nomination des présidents et vice-présidents de l'ensemble des organes subsidiaires, qui requiert l'unanimité du Conseil, conformément aux pratiques informelles de celui-ci. Les présidents et vice-présidents sont chargés de conduire les réunions de leur organe respectif, d'informer le Conseil au nom de cet organe et d'en gérer le fonctionnement. Pour plus d'informations, voir « In Hindsight: A Second Year of Delays in the Allocation of Subsidiary Body Chairs », Security Council Report, 1er juillet 2026 ; Letter from the Security Council's ten elected members, UNSC S/2026/636, 30 juillet 2026.

[7] Pékin et Moscou se sont abstenus lors du vote. La Russie a également présenté une contre-résolution distincte portant sur les causes profondes de la guerre, qui n'a pas recueilli suffisamment de voix pour être adoptée. Voir « Résolution 2817 », UNSC S/RES/2817, 11 mars 2026.

[8] Le vote a eu lieu quelques heures après que le président américain Donald Trump eut publié sur les réseaux sociaux un message menaçant d'anéantir l'Iran. Dans son explication de vote, la Russie a comparé l'initiative proposée par les Etats du Golfe et les Etats-Unis à l'autorisation sans limitation de durée accordée en 2011 par le

tard, les Etats-Unis et les pays du Golfe ont rédigé un nouveau projet de résolution exigeant que l'Iran rouvre et démine le détroit, sous peine de sanctions. Malgré le soutien de plus de 138 pays coauteurs, les Etats-Unis et Bahreïn n'ont pas soumis le texte au vote, faute d'avoir obtenu l'appui de la Russie et de la Chine. Depuis, les négociations au sein du Conseil sur ce dossier sont au point mort.

Les relations complexes et parfois volatiles entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie continuent de délimiter le champ d'action diplomatique du Conseil au-delà du Golfe. Après le revirement de la politique américaine sur l'Ukraine début 2025, lorsque l'administration Trump a cessé de livrer des armes à Kiev pour l'aider à résister à l'invasion à grande échelle de la Russie, Moscou s'attendait peut-être à ce que Washington fasse pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il fasse des concessions dans le cadre des négociations visant à mettre fin aux combats. Pourtant, les Etats-Unis ont critiqué au Conseil de sécurité l'invasion russe et appelé le Kremlin à accepter un cessez-le-feu immédiat.[9] Le plus souvent, les diplomates américains et russes se sont affrontés au sujet des réponses de l'ONU aux crises au Moyen-Orient et en Afrique.

En revanche, Washington et Pékin ont parfois réussi à trouver des terrains d'entente au Conseil de sécurité. Malgré leurs fréquents désaccords, plusieurs décisions récentes du Conseil ont reposé sur une certaine coopération entre ces rivaux géopolitiques. En septembre 2025, les Etats-Unis ont accepté de verser près de 680 millions de dollars au budget des opérations de maintien de la paix de l'ONU et de ne plus s'opposer à ce que la Chine devienne le porte-plume du dossier afghan au Conseil, en échange du soutien de Pékin à la nouvelle force contre les gangs en Haïti.[10] Les diplomates américains ont également convaincu leurs homologues chinois de soutenir le retrait du président syrien Ahmed al-Charaa et de son ministre de l'Intérieur Anas Khattab de la liste des sanctions antiterroristes de l'ONU, malgré les réserves de Pékin.[11] Plus récemment, la Chine et les Etats-Unis ont collaboré pour recentrer le mandat du bureau politique de l'ONU en Afghanistan et ont approuvé leurs candidats respectifs à des postes de direction au sein des missions de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud.

Conseil de sécurité à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye. Entretiens de Crisis Group, diplomates onusiens, avril-mai 2026. Voir aussi les remarques de la Fédération de Russie, « Procès-verbal provisoire de la 10130e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10130, 7 avril 2026.

[9] Remarques des Etats-Unis, « Procès-verbal provisoire de la 10166e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10166, 8 juin 2026.

[10] Daniel Forti et Richard Gowan, « Reading the Signals of China's U.N. Security Council Role in the Afghanistan Mission Renewal », *Just Security*, 31 juillet 2026.

[11] Maya Ungar, « UN Lifts Sanctions on Syria's President as White House Visit Beckons », Analyst's Notebook de Crisis Group, 7 novembre 2025.

D'autres membres du Conseil ont eu davantage de mal à arracher des compromis à l'administration Trump, et encore plus à critiquer son aventurisme. Pour le Royaume-Uni, la France et bon nombre des dix membres élus du Conseil, l'importance de préserver les relations bilatérales avec Washington l'a souvent emporté sur la tentation de décocher des piques à leurs homologues américains. Cette colère contenue était particulièrement palpable lors de la première réunion du Conseil en janvier, une session d'urgence convoquée peu après l'enlèvement par les Etats-Unis de l'ancien président vénézuélien Nicolás Maduro. De nombreux diplomates se sont alors gardés de mettre nommément en cause l'administration Trump ou de condamner son action, même si beaucoup estimaient que cette opération militaire constituait une violation du droit international.[12] Moins de deux mois plus tard, la majorité des membres du Conseil n'ont critiqué qu'à mots couverts les Etats-Unis et Israël pour leurs frappes contre l'Iran, alors que beaucoup jugeaient, là encore, ces bombardements contraires à l'ordre juridique international.[13] Fin juillet, des diplomates américains et français se sont livrés à une passe d'armes publique après la réélection de Volker Türk par l'Assemblée générale au poste de haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, mais cette animosité n'a pas duré.[14]

Lorsque des désaccords les opposaient aux Etats-Unis au Conseil, Londres et Paris ont généralement privilégié des démarches discrètes auprès de Washington. En février, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'agression russe contre l'Ukraine, ils ont évité une confrontation au sein du Conseil, contrairement à l'année précédente, lorsqu'un projet de résolution américain appelant à la conclusion rapide d'un accord de paix avait provoqué de vives tensions. Les diplomates

[12] « Procès-verbal provisoire de la 10085e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10084, 5 janvier 2026 ; Richard Gowan, « Trump May Not Need a 'Board of Peace.' He Has the U.N. Under His Thumb », *World Politics Review*, 17 mars 2026.

[13] Outre la Chine et la Russie, la Colombie et le Pakistan, tous deux membres élus du Conseil, ont également exprimé de fortes réserves au sujet de la guerre. Richard Gowan, « UN Security Council Members Limit Criticism of U.S. over Iran », Analyst's Notebook de Crisis Group, 2 mars 2026.

[14] Lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU du 24 juillet, les Etats-Unis ont figuré parmi les dix Etats qui se sont opposés à la réélection de Volker Türk. En réaction, la Mission permanente de la France auprès de l'ONU à Genève a critiqué l'administration Trump dans un message publié sur les réseaux sociaux, déclarant : « Les Etats-Unis étaient autrefois un phare en matière de droits humains. Ce n'est plus le cas. » Tweet de la Mission permanente de la France auprès de l'ONU à Genève sur X, @FranceONUGeneve, 13 h 12, 25 juillet 2026. En réponse, des diplomates américains ont accusé la France de se livrer à une « mise en scène hypocrite » et ont quitté la séance du Conseil de sécurité sur l'Ukraine du 27 juillet au moment où le représentant permanent de la France auprès de l'ONU a pris la parole au nom de son pays. Voir les remarques du représentant suppléant des Etats-Unis auprès de l'ONU, « Compte rendu provisoire de la 10 202e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10202, 27 juillet 2026.

américains et européens se sont néanmoins brièvement écharpés au sujet d'une résolution de l'Assemblée générale en faveur de l'Ukraine.[15]

Les intérêts divergents des membres élus ont également pesé sur la dynamique du Conseil. Fait inhabituel, plusieurs d'entre eux se sont retrouvés directement concernés par des dossiers examinés par le Conseil depuis le début de 2026. La RDC et la Somalie ont cherché à préserver leurs liens avec les Etats-Unis tout en influençant les débats du Conseil sur les conflits secouant leurs propres pays.[16] Le Danemark et le Panama, quant à eux, ont dû composer avec les menaces de Donald Trump d'annexer le Groenland et de s'emparer du canal de Panama, tout en maintenant des relations de travail avec les diplomates américains à New York. Bahreïn a joué un rôle plus important à la suite des attaques iraniennes contre les Etats du Golfe, en étroite coordination avec Washington. A l'inverse, la Colombie de Gustavo Petro (qui a depuis quitté le pouvoir) et le Pakistan ont adopté des positions plus critiques à l'égard des actions militaires américaines. Alors que les membres élus des années précédentes avaient réussi à s'entendre pour faire pression sur Washington en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, les dix membres élus actuels sont moins unis sur l'approche diplomatique à adopter face aux Etats-Unis.

S'agissant des opérations de paix de l'ONU, Washington s'est montré disposé à préserver certaines missions lorsqu'il estimait que des intérêts stratégiques évidents étaient en jeu, comme en RDC et au Soudan du Sud. L'administration américaine a même parfois tempéré son opposition quasi systématique aux activités liées aux droits humains, à l'égalité des genres et au climat – y compris sur des questions où elle s'était montrée inflexible lors d'autres négociations de mandats au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Le plus souvent, toutefois, les Etats-Unis ont cherché à réduire la voilure des opérations de l'ONU, invoquant leur manque d'efficacité et leur coût. Au cours de l'année écoulée, ils ont fait pression sur le Conseil pour qu'il restreigne les mandats des missions déployées à Abiyé (un territoire contesté à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud), en République centrafricaine (RCA, voir section III.5), en Colombie, au Kosovo et au Sahara occidental, tout en soutenant la fermeture de la mission de l'ONU dans la ville portuaire de Hodeïda, au Yémen.[17] Washington a également fait part de son intention de mettre un terme, fin 2026, au mandat du

[15] Richard Gowan, « UN Vote Shows Enduring but Uneven International Support for Ukraine », Analyst's Notebook de Crisis Group, 25 février 2026.
[16] Kinshasa a mis à profit son mandat de membre élu du Conseil pour attirer davantage l'attention sur le conflit en cours dans l'est de la RDC, tandis que Mogadiscio s'est efforcé de mettre fin à l'implication du Conseil dans la guerre en Somalie.
[17] « Yemen: Vote on Final Mandate Renewal of UNMHA », Security Council Report, 25 janvier 2026.

Bureau d'appui de l'ONU en Somalie, qui fournit un soutien logistique aux troupes de l'Union africaine (UA) combattant al-Chabab.[18]

Malgré le scepticisme américain, plusieurs membres du Conseil ont défendu avec vigueur les opérations de l'ONU. Lors des discussions sur le renouvellement du mandat de la mission de maintien de la paix au Soudan du Sud, les membres européens et africains du Conseil sont parvenus à empêcher les Etats-Unis de supprimer de nombreuses dispositions relatives au processus politique et de réduire de plusieurs milliers le plafond des effectifs de l'opération. Fin 2025, les trois membres africains du Conseil et la Guyane (réunis au sein de la coalition dite A3 Plus), aux côtés de la Chine, de la Russie et du Pakistan, ont fait échouer une proposition de Washington visant à subordonner le renouvellement du mandat de la force de maintien de la paix de l'ONU à Abiyé au respect d'une série de critères stricts.[19] Le Danemark et le Pakistan (qui forment en 2026 un « duo du maintien de la paix » informel) ont mené d'intenses négociations avec leurs homologues américains afin d'obtenir leur soutien en faveur d'une résolution thématique visant à renforcer les mécanismes de reddition de comptes lorsque ses Casques bleus sont blessés dans l'exercice de leurs fonctions.[20]

Ces exemples montrent que lorsque les Etats membres font preuve d'unité et de coordination – et lorsqu'ils ne remettent pas en cause ce que Washington considère comme ses intérêts fondamentaux –, ils peuvent parfois mener une diplomatie efficace avec les Etats-Unis.

2. Le secrétaire général

Le secrétaire général António Guterres a consacré une grande partie de sa dernière année de mandat à tenter d'endiguer la grave crise financière que traverse l'ONU (abordée ci-dessous), à mener à bien les réformes engagées dans le cadre de l'initiative ONU80 qu'il a lancée en 2025 et à défendre la Charte de l'ONU face aux violations commises par deux membres permanents du Conseil, la Russie et les Etats-Unis.[21] Ni Moscou ni Washington ne semblent disposés à dialoguer directement avec lui, ce qui limite ses marges de manœuvre pour lancer de

[18] Faisal Ali, David Lewis et Giulia Paravinci, « Somalia peacekeeping mission at risk as US blocks UN support, sources say », Reuters, 2 juillet 2026.
[19] « UN Interim Security Force for Abyei: Vote on Mandate Renewal Resolution* », Security Council Report, 13 novembre 2025.
[20] « Résolution 2823 », UNSC S/RES/2823, 23 juin 2026. La Corée du Sud, membre élue du Conseil en 2024-2025, était le troisième membre de ce groupe, auparavant surnommé le « trio du maintien de la paix ». Entretiens de Crisis Group, diplomates onusiens, mai-juin 2026.
[21] L'initiative ONU80, lancée par António Guterres en mars 2025, s'articule autour de trois chantiers de réforme distincts. Le premier porte sur les réductions budgétaires et les économies au sein du secrétariat de l'ONU ; le deuxième prévoit un examen de l'ensemble des mandats intergouvernementaux ; et le troisième repose sur des propositions de réformes institutionnelles plus vastes (notamment la fusion de différentes agences et entités de l'ONU). « Initiative ONU80 », ONU, août 2026.

nouvelles initiatives diplomatiques. Mais la prudence du secrétaire général quant au rôle de l'ONU dans la gestion des conflits a conduit de nombreux diplomates et responsables à souhaiter un successeur qui placera les questions de paix et de sécurité au cœur des priorités de l'organisation.

Si l'influence du secrétaire général est restée limitée au cours de l'année écoulée, cela n'a pas toujours tenu à un manque d'initiative. Peu après la reprise des hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran, António Guterres a appelé à la création d'un couloir humanitaire permettant le passage de carburant et d'engrais par le détroit d'Ormuz. Il a également mis en place un mécanisme onusien inspiré de l'Initiative céréalière de la mer Noire pour faciliter ces opérations et nommé un envoyé personnel afin de donner davantage de poids à la réponse diplomatique de l'organisation.[22] L'attention qu'il a portée aux conséquences mondiales du conflit a été saluée, même si elle n'a guère produit de résultats concrets, les Etats du Golfe et les Etats-Unis n'ayant manifesté d'intérêt sérieux pour la réouverture du détroit, sauf si celle-ci était totale et sans condition. L'initiative est depuis tombée dans l'oubli, alors même que la guerre a repris et que le trafic sur cette voie navigable demeure restreint.[23]

Sur d'autres dossiers, António Guterres a utilisé avec parcimonie le capital politique qui lui restait. Fin juillet, il s'est rendu à Chypre pour relancer la médiation qu'il mène de longue date entre les Chypriotes grecs et turcs. Il a également lancé des appels personnels aux belligérants soudanais en faveur d'un projet de cessez-le-feu humanitaire au Darfour. Le secrétaire général a continué à plaider en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, notamment lors d'un sommet de haut niveau organisé par la France et le Kenya en mai. En août, il a également publié un examen très attendu des opérations de paix de l'ONU, prévu dans le cadre du Pacte pour l'avenir de 2024 (voir section III.9).[24] Il n'est toutefois pas parvenu à obtenir d'avancées significatives sur ces priorités ni sur d'autres dossiers du même ordre.

B. *La réforme de l'ONU*

Les perspectives financières de l'ONU se sont fortement assombries au cours de l'année écoulée, en grande partie parce que Washington n'a pas versé la part qui lui incombait. Depuis le retour au pouvoir du président Donald Trump, les Etats-Unis ne se sont acquittés que d'une partie des près de 4 milliards de dollars de contributions dont ils sont

[22] « Note to Correspondents: on the Strait of Hormuz », ONU, 27 mars 2026.
[23] António Guterres a brièvement fait le point sur le mécanisme de l'ONU lors d'une conférence de presse le 24 août. Voir « Secretary-General's Press Encounter – on the United Nations' Efforts to Uphold Navigational Rights and Freedoms », Cabinet du secrétaire général de l'ONU, 24 août 2026.
[24] « Review on the future of all forms of United Nations Peace Operations », UNGA A/80/798 – UNSC S/2026/600, 22 juillet 2026.

redevables à l'organisation.[25] Des responsables américains ont ouvertement déclaré vouloir soumettre l'ONU à un régime d'austérité extrême et ont retiré leur pays de plusieurs organismes onusiens.[26] Mais, au grand soulagement de nombreux diplomates et responsables de l'ONU, Washington ne semble plus vouloir se désengager totalement de l'organisation. Depuis fin 2025, les autorités américaines ont accordé près de 5 milliards de dollars de contributions volontaires au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), à l'Unicef et au Programme alimentaire mondial (PAM) – des agences qui ont adhéré au programme de réforme porté par l'administration Trump et ont conservé un soutien bipartisan au Congrès. Si ces contributions ont joué un rôle essentiel dans le maintien d'importantes opérations de l'ONU, elles restent bien en deçà du niveau historique de soutien apporté par les Etats-Unis et sont, pour une large part, fléchées vers des activités axées sur les priorités américaines (voir annexe A).[27]

Bien que Washington se soit montré disposé à travailler avec les agences d'aide de l'ONU, l'administration Trump reste déterminée à réduire la voilure de l'organisation. La première vague de coupes préparée dans le cadre de l'initiative ONU80 a été drastique : les Etats membres ont approuvé une réduction de près de 15 pour cent du budget 2026 du secrétariat de l'ONU ainsi qu'une baisse de 19 pour cent

[25] Fin août, les Etats-Unis ont accepté de verser 725 millions de dollars au budget ordinaire de l'ONU, un montant que Washington aurait calculé de manière à éviter de perdre son droit de vote à l'Assemblée générale en vertu de l'article 19 de la Charte de l'ONU. Les Etats-Unis ne sont pas le seul Etat membre à ne pas s'acquitter de ses contributions obligatoires, même s'ils sont le principal débiteur et ont accumulé le plus d'arriérés. La Chine retarde régulièrement le versement de sa contribution annuelle au budget ordinaire de l'ONU – cette année, elle l'a effectué début septembre 2026 seulement – mais elle n'accumule traditionnellement pas d'arriérés. Voir Catherine Pollard, « Financial situation of the United Nations », déclaration devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale lors de sa 80e session, 7 mai 2026 ; « Chandramouli Ramanathan (UN Controller) & others on the UN Budget », Bureau du porte-parole de l'ONU, 1er juillet 2026 ; Humeyra Pamuk and Emma Farge, « US plans $725 million payment towards its large UN debt », Reuters, 21 août 2026.

[26] « Withdrawing the United States from International Organizations, Conventions, and Treaties that Are Contrary to the Interests of the United States », La Maison-Blanche, 7 janvier 2026 ; Emma Farge, Olivia Le Poidevin, Simon Lewis et David Brunnstrom, « Diplomatic efforts seek to avert Trump split with UN refugee agency, sources say », Reuters, 21 juillet 2026.

[27] « OCHA-Managed Humanitarian Funds Receive Landmark US$2 Billion Contribution from United States », OCHA, 29 décembre 2025 ; « United States Pledges Additional $1.8 Billion in Life-Saving Humanitarian Funding to OCHA's Humanitarian Reset & Shares Powerful Results from the Trump Administration's UN Humanitarian Reform Agreement », département d'Etat américain, 14 mai 2026 ; « United States Announces More Than $1 Billion in Assistance to UNICEF and World Food Program to Address Global Humanitarian Needs », département d'Etat américain, 16 juin 2026.

des effectifs.[28] Les organisations humanitaires et de développement qui dépendent traditionnellement de contributions volontaires ont été encore plus durement touchées, alors même que nombre d'entre elles avaient déjà limité leurs appels à financement aux besoins les plus prioritaires (voir figure 1).[29] Les diplomates et les responsables de l'ONU commencent désormais à mesurer les conséquences concrètes d'une organisation de moindre envergure, et celle-ci devrait encore perdre en effectifs et en moyens.[30] Il est presque certain que Washington et Pékin proposeront de nouvelles coupes dans le budget du secrétariat lors du prochain cycle de négociations budgétaires, prévu en décembre.[31]

Figure 1 : Financements alloués à l'OCHA à destination des principaux pays touchés par des conflits (en dollars américains, 2024-2025)

Pays	2024	2025	Variation en pourcentage
Afghanistan	1 706 055 609	1 156 313 453	–32,22
Haïti	368 334 394	300 552 885	–18,40
Liban	1 335 139 947	710 338 472	–46,80
Soudan	2 044 924 928	1 790 642 248	–12,43
Soudan du Sud	1 409 797 176	914 978 945	–35,10
Myanmar	457 844 814	656 881 981	43,47
Ukraine	2 656 890 218	1 858 285 472	–30,06

Le Myanmar a reçu 208 millions de dollars supplémentaires en 2025 dans le cadre d'un appel éclair lancé en réponse au tremblement de terre qui a frappé le pays en mars de la même année.

Source : Données de l'OCHA, *Financial Tracking Services*, consultées pour la dernière fois le 10 août 2026.

Alors que l'ONU a imposé toute une série de mesures d'économies, les réformes menées dans les autres volets du processus ONU80 mettront probablement plus de temps à porter leurs fruits. Après quelques hésitations initiales, les Etats membres ont accepté de revoir les pratiques de l'organisation en matière de définition des mandats.[32] En mars, l'Assemblée générale a approuvé des changements dans la

[28] Vibhu Mishra, « General Assembly approves $3.45 billion UN regular budget for 2026 », ONU Info, 30 décembre 2025.
[29] « Rapport d'étape sur l'Initiative ONU80 », ONU, mai 2026 ; message publié sur LinkedIn par Ronny Patz, « Post on UN System staff data for 2025 », juillet 2026.
[30] « A Generational Collapse: Tracking the Toll of Trump's Humanitarian Aid Cuts », Refugees International, 5 février 2026 ; « Funding Cuts: Six Critical WFP Operations at Risk », PAM, 15 octobre 2025 ; « Beyond the Breaking Point: The Continuing Impact of Funding Cuts on Women's Organizations in Humanitarian Settings », ONU Femmes, juillet 2026.
[31] Jeffrey Bartos, « U.S. Closing Statement at the UN General Assembly Fifth Committee's 80th Main Session », discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, 30 décembre 2025 ; Sun Lei, « China Closing Statement at the UN General Assembly Fifth Committee's 80th Main Session », discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, 30 décembre 2025.
[32] « Examen de l'exécution des mandats », Initiative ONU80 : axe de travail 2, septembre 2025.

manière dont les nouveaux mandats de l'ONU sont établis et mis en œuvre, mais elle a éludé la question, politiquement plus sensible, de la rationalisation des quelque 40 000 mandats existants, qui couvrent des domaines allant du développement durable à la réduction des risques de catastrophe. Les diplomates ont également salué la volonté du secrétaire général de proposer des réformes structurelles du système onusien, mais se sont montrés réticents devant certains projets de fusion entre agences (voir section III.8). Leur prudence résultait souvent d'un mélange d'intérêts nationaux (notamment de liens politiques ou financiers avec tel ou tel organisme) et de préoccupations de principe quant aux risques que ces modifications affaiblissent l'action de l'ONU dans ces domaines.[33] Il est peu probable que l'Assemblée générale approuve beaucoup d'autres propositions d'António Guterres avant la fin de son mandat.

Parallèlement, une autre crise de liquidités a menacé la solvabilité de l'ONU pendant une grande partie de l'année 2025. Là encore, les Etats-Unis, premier contributeur de l'ONU, portent une grande part de responsabilité : au cours de la dernière décennie, Washington a différé, voire entièrement suspendu, le versement d'une proportion croissante de ses contributions obligatoires.[34] Les opérations de maintien de la paix de l'ONU ont été parmi les plus durement touchées par cette pénurie de liquidités. En octobre 2025, le secrétaire général a ordonné à toutes ces missions de réduire leur budget d'au moins 15 pour cent, entrainant le rapatriement de près de 13 000 membres du personnel civil et en uniforme (voir annexe A).[35] Les conséquences ont été particulièrement lourdes au Soudan du Sud, en RDC et en RCA, où les missions de l'ONU ont notamment réduit leurs patrouilles, fermé des bases et suspendu des initiatives de dialogue local.[36]

[33] Des réformes organisationnelles de moindre ampleur ont déjà été mises en œuvre, notamment la création du Bureau des opérations de consolidation de la paix et de soutien à la paix (en anglais, Peacebuilding and Peace Support Operations Office), qui regroupe des unités du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix. Pour plus d'informations, voir « Shifting Paradigms: United to Deliver – Report of the Secretary General », Initiative ONU80 : axe de travail 3, 18 septembre 2025 ; « Report of the Secretary-General: UN80 Initiative Progress Report », Initiative ONU80, 26 mai 2026.
[34] Wasim Mir, « Financing the UN Secretariat: Resolving the UN's Liquidity Crisis », Institut international pour la paix (IPI), mars 2020 ; Damilola Banjo, « The UN Chief's Plan to Ease the Organization's Cash Crunch », PassBlue, 14 juin 2026. Pour plus d'informations, voir la note de bas de page n°25.
[35] « Letter from the Secretary-General to all United Nations Personnel », 10 octobre 2025 ; « How UN Peacekeeping Operations are Adapting to Contingency Measures », IPI, juin 2026.
[36] « How UN Peacekeeping Operations are Adapting to Contingency Measures », op. cit. ; Erica Gaston et Catharina Nickel, « Defaulting into Transition: How Financial Cuts are Affecting Peacekeeping Realities », Centre de recherche politique de l'Université de l'ONU, 31 mars 2026 ; « UN Peacekeeping Operations: Closed Consultations », Security Council Report, 28 avril 2026 ; Thibault Camelli,

En juin, les Etats membres ont convenu de réduire temporairement la pression pesant sur la trésorerie de l'ONU en modifiant une règle administrative vieille de 75 ans, qualifiée de « kafkaïenne » par le secrétaire général, qui obligeait l'organisation à restituer aux Etats membres, sous forme de crédits, les fonds non dépensés, qu'elle les ait effectivement perçus ou non.[37] Longtemps passée inaperçue, cette règle n'a véritablement attiré l'attention que ces dernières années, à mesure que les arriérés américains se sont envolés.[38] Si cette modification du règlement a offert un répit à court terme à une organisation qui craignait de ne pas pouvoir assurer le paiement des salaires à l'approche de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, fin septembre, elle ne devrait toutefois guère permettre d'assouplir les mesures d'urgence les plus sévères déjà mises en place.

C. *A la recherche d'un nouveau secrétaire général*

Le processus de sélection du successeur d'António Guterres, engagé en novembre 2025, entre désormais dans sa phase décisive. Les membres du Conseil de sécurité ont organisé un premier vote indicatif fin juillet. Ces consultations informelles se poursuivront jusqu'à ce qu'un candidat recueille au moins neuf voix sur quinze au Conseil de sécurité, sans qu'aucun des cinq membres permanents ne s'y oppose.

Huit candidats sont en lice : Ivonne A-Baki, ancienne ambassadrice de l'Equateur en France et aux Etats-Unis ; Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et ancienne directrice exécutive d'ONU Femmes ; María Fernanda Espinosa Garcés, ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Equateur et présidente de la 73e session de l'Assemblée générale ; Rafael Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique ; Rebeca Grynspan, ancienne vice-présidente du Costa Rica et secrétaire générale de la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement ; Olara Otunnu, ancien ministre ougandais des Affaires étrangères et ancien représentant de l'ONU pour le sort des enfants en temps de conflit armé ; Carolyn Rodrigues Birkett, représentante permanente de la Guyane auprès de l'ONU ; et Macky Sall, ancien président du Sénégal.[39] Les rumeurs vont bon train quant à l'entrée en lice possible d'autres candidats, et de nombreux

« UN Peace Operations Gone Broke: How the United Nations' Financial Crisis is Dismantling Peace Operations », Centre de coopération internationale de l'Université de New York (NYU), 30 juin 2026 ; « Less presence, less protection: the costs of UN peacekeeping cuts », communiqué de presse, Conseil norvégien pour les réfugiés, 2 septembre 2026.

[37] Letter from the Secretary-General to all UN member states on the organisation's financial situation, 28 janvier 2026.

[38] « General Assembly Endorses New Methodology for Unspent Funds, Adopts $5.1 Billion Peacekeeping Budget », Bureau du porte-parole de l'ONU, GA/12766, 30 juin 2026.

[39] María Fernanda Espinosa Garcés siège actuellement au conseil d'administration de Crisis Group.

diplomates déplorent que leurs préférences risquent de peser bien peu, puisque celles des cinq membres permanents seront déterminantes pour l'issue du processus.[40]

Figure 2 : Résultats non officiels des votes indicatifs du Conseil de sécurité de l'ONU

Candidat	**Vote indicatif 1** (30 juillet 2026)			**Vote indicatif 2** (21 août 2026)		
	Encourage	Décourage	Sans opinion	Encourage	Décourage	Sans opinion
Ivonne A-Baki	–	–	–	0	8	7
Michelle Bachelet	6	5	4	2	6	7
María Fernanda Espionosa Garcés	5	2	8	4	3	8
Rafael Grossi	7	2	6	7	6	2
Rebeca Grynspan	10	1	4	7	4	4
Olara Otunnu	2	5	8	5	5	5
Carolyn Rodrigues Birkett	9	2	4	8	3	4
Macky Sall	6	7	2	6	7	2

Source : « UN Security Council Straw Polls », 1 for 8 Billion / CRISIS GROUP.

Les Etats membres de l'ONU ont des priorités diverses lorsqu'ils évaluent les candidats. Beaucoup souhaitent rétablir la crédibilité de l'organisation en tant qu'acteur de paix, comme l'a souligné Crisis Group en avril.[41] Témoignant de cette préoccupation, presque tous les candidats ont placé la prévention des conflits et le rôle de l'ONU dans les questions de guerre et de paix au cœur de leurs déclarations d'intention, lors de leurs auditions devant l'Assemblée générale et à l'occasion des débats publics, même si leurs approches diffèrent quant à la manière d'atteindre ces objectifs.[42] Les diplomates ont également exhorté les candidats à exposer clairement leurs priorités concernant l'action de l'ONU en matière d'aide au développement, car le prochain secrétaire général devra définir le cadre qui succédera aux Objectifs de développement durable, qui arriveront à échéance en 2030.

Par ailleurs, les appels lancés au Conseil de sécurité pour qu'il nomme la première femme secrétaire générale de l'organisation continuent de trouver un large écho. Six des huit candidats en lice en 2026 sont des femmes, contre seulement dix parmi les 48 candidats officiellement

[40] Colum Lynch, « Are we headed for big power stitch up in race for UN leader? », *Devex*, 26 juin 2026.
[41] Daniel Forti, « Priorité à la paix : ce que l'ONU devrait attendre de son prochain secrétaire général », commentaire de Crisis Group, 16 avril 2026.
[42] Voir les déclarations d'intention de chaque candidat sur « Nomination et sélection du/de la prochain(e) Secrétaire général(e) — Procédure en 2025-2026 », ONU.

déclarés au cours des 80 années d'existence de l'ONU.[43] Mais les opinions divergent parmi les membres permanents quant à l'importance de choisir une femme pour diriger l'organisation. D'un côté, l'ambassadeur de la Chine auprès de l'ONU a déclaré que Pékin serait « très heureux de voir » l'organisation nommer pour la première fois une femme à sa tête.[44] De l'autre, beaucoup pensent que les Etats-Unis, dans le droit fil de la position de l'administration Trump sur « l'idéologie du genre » et « l'idéologie discriminatoire de l'équité », s'opposeraient à toute candidature féminine. Des sources américaines laissent toutefois entendre que Washington ne rejettera aucune candidate au seul motif qu'elle est une femme.[45]

L'ONU observe également une convention informelle selon laquelle le poste de secrétaire général revient à tour de rôle aux différentes régions du monde. Cette règle connait parfois des exceptions – António Guterres a ainsi été choisi alors que l'usage aurait dû favoriser un candidat d'Europe de l'Est – mais pourrait à nouveau influer dans le processus actuel. En théorie, c'est au tour de l'Amérique latine (entendue ici comme englobant les Caraïbes), mais les candidatures des Africains Macky Sall et Olara Otunnu ont suscité un débat sur le degré de rigueur avec lequel les Etats devraient respecter cette pratique.[46] Rien ne garantit que les membres permanents s'en tiendront à cet usage au moment de faire leur choix, mais ils subissent des pressions politiques pour désigner un candidat d'Amérique latine.

Enfin, ces délibérations ont exacerbé les tensions anciennes entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dotés d'un droit de veto, et le reste des Etats membres de l'ONU quant à la question de savoir à qui revient le choix du prochain secrétaire général. Même s'ils s'opposent souvent au sein du Conseil, les membres permanents ont unanimement rejeté les réformes susceptibles d'affaiblir leur influence sur le processus de sélection.[47] Leur décision d'inclure Olara Otunnu dans le vote indicatif du Conseil du 30 juillet, avant même

[43] Susana Malcorra et Nudhara Yusuf, « In the Race for U.N. Secretary-General, Might a Woman Finally Lead? », *Just Security*, 18 mars 2026 ; tweet de Loraine Sievers, @SCProcedure, 12 h 07, 21 août 2026.
[44] « Press Conference: Ambassador Fu Cong, Permanent Representative of China to the United Nations and President of the Security Council for the month of May 2026 », WebTV de l'ONU, 1er mai 2026.
[45] Des responsables et parlementaires américains se sont opposés à la candidature de Michelle Bachelet en raison de son soutien à l'accès à l'avortement lors de ses précédents mandats à l'ONU. « Republican lawmakers oppose former Chilean president's UN bid over abortion views », EWTN, 27 mars 2026.
[46] Solomon Dersso, « AU's rejection of Macky Sall's UN Secretary-General candidacy is a win for Africa's diplomacy and warrants withdrawal of the candidacy », Amani Africa, 8 avril 2026 ; Catherine Osborn, « Latin America's turn atop the U.N.? », *Foreign Policy*, 24 avril 2026 ; Sebastián Tobar, « Latin America has a rare chance to shape the United Nations », *Devex*, 2 juillet 2026.
[47] Damilola Banjo, « The P-5 tighten their grip over selection of the next UN boss », PassBlue, 16 septembre 2025.

qu'il ait participé à une audition devant l'Assemblée générale, a suscité de vives réactions parmi les défenseurs d'un processus équitable et transparent, y compris de la part de la présidente de l'Assemblée générale elle-même.[48] L'entrée en lice d'Ivonne A-Baki, quatre jours avant le deuxième vote indicatif, a renforcé les craintes de voir de nouveaux candidats rejoindre la course à la dernière minute afin d'échapper à un examen public prolongé.[49] La manière dont les membres permanents du Conseil concilieront la défense de leurs prérogatives et les pressions pour une plus grande transparence pourrait peser sur la crédibilité politique du prochain secrétaire général avant même qu'il ou elle ne prenne ses fonctions.

III. Dix défis pour l'ONU

Bien que l'ONU soit aux prises avec des difficultés qui s'entrecroisent, elle demeure en mesure de contribuer à la résolution des conflits et à la gestion des crises dans de nombreux domaines. La liste ci-dessous présente les pays et les thématiques qui constitueront pour l'organisation des défis majeurs ou des occasions à saisir au cours de l'année à venir. Elle vise à illustrer la multitude de facteurs qui influent sur la manière dont l'ONU et ses Etats membres répondent aux conflits et aux situations d'urgence à travers le monde. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et ne comprend pas certains dossiers que Crisis Group a traités ailleurs ou au cours des années précédentes, notamment l'Afghanistan, la RDC, le Soudan du Sud et l'Ukraine.

1. Poursuivre l'engagement de l'ONU dans le sud du Liban

En août 2025, les Etats-Unis et Israël ont forcé la main au Conseil de sécurité pour qu'il mette un terme, d'ici fin 2026, à la mission de maintien de la paix de l'ONU dans le sud du Liban (Finul), créée en 1978 et considérablement renforcée il y a vingt ans par la résolution 1701 (le retrait progressif des troupes se poursuivra toutefois bien au-delà du 31 décembre).[50] Si la situation dans le sud du Liban préoccupe le Conseil depuis longtemps, le dernier conflit entre Israël et le Hezbollah a encore accru les enjeux.[51] Le risque est désormais que l'ONU mette fin à cette opération de Casques bleus, en place depuis 48 ans, sans que l'on sache clairement quelle forme de présence internationale, s'il doit y en avoir une, lui succédera.

[48] Letter from the president of the General Assembly to the president of the Security Council for July, 28 juillet 2026 ; « Letter to the president of the General Assembly and president of the Security Council for July 2026 », 1 for 8 Billion, 29 juillet 2026.
[49] Ivonne A-Baki a toutefois participé à une réunion publique de l'Assemblée générale et à un dialogue informel avec le Conseil de sécurité avant le vote indicatif du 21 août.
[50] « Résolution 2790 », UNSC S/RES/2790, 28 août 2025.
[51] Heiko Wimmen et David Wood, « Instaurer un cessez-le-feu durable entre Israël et le Liban », commentaire de Crisis Group, 19 juin 2026.

La suite dépendra en grande partie de l'évolution des négociations, soutenues par les Etats-Unis, entre Israël et le Liban, qui n'ont jusqu'à présent pas permis d'aboutir à un dispositif de sécurité viable. Le 26 juin, les deux Etats ont signé un « accord-cadre » prévoyant que l'armée libanaise prenne le contrôle de « zones pilotes » dans le sud du Liban et veille à ce que le Hezbollah n'y maintienne plus de présence militaire.[52] Toutefois, cet arrangement, censé « servir de mécanisme à des redéploiements [israéliens] progressifs et vérifiés », se heurte déjà à des difficultés.[53] Le Liban reproche à Israël de poursuivre ses attaques sur son territoire, notamment au moyen de frappes aériennes meurtrières et de la destruction systématique de villages, et de n'avoir autorisé la création de « zones pilotes » que dans des secteurs qu'il n'a jamais occupés. De leur côté, les responsables israéliens font du désarmement complet du Hezbollah une condition au retrait de leur armée.[54] En mars, Beyrouth a officiellement interdit les activités militaires du Hezbollah, mais les autorités libanaises ne peuvent, en pratique, prendre le risque de contraindre le mouvement à désarmer.[55]

Même si les termes de l'accord devaient être précisés davantage, il est presque certain que les belligérants refuseraient le compromis sur lequel il repose. Le Hezbollah rejette catégoriquement toute négociation directe entre Israël et le Liban et insiste pour que ce dernier confie à l'Iran, le parrain du mouvement, le soin d'obtenir un retrait israélien complet dans le cadre des pourparlers entre Téhéran et Washington.[56] Si Israël a participé aux discussions trilatérales avec le Liban et les Etats-Unis, il refuse un nouvel arrangement semblable à la résolution 1701, en vertu de laquelle ses troupes s'étaient retirées du Liban après la guerre de 2006 tandis que le Hezbollah avait conservé ses armes.

Les débats liés à une future présence internationale seront également influencés par le scepticisme des Etats-Unis et d'Israël. Ce dernier remet depuis longtemps en question l'utilité de la Finul pour aider le Liban à contenir le Hezbollah et ne semble guère disposé à accepter une mission de remplacement susceptible d'entraver ses propres opérations militaires. Les Etats-Unis ne s'opposent pas à une mission in-

[52] « Trilateral Framework Between the United States of America, the State of Israel, and the Republic of Lebanon », département d'Etat américain, 26 juin 2026.
[53] Ibid.
[54] Maayan Lubell et Maya Gebeily, « After US criticism, Israel ties Lebanon withdrawal to Hezbollah disarmament », Reuters, 13 août 2026.
[55] Les dirigeants politiques et militaires libanais ont résisté aux appels demandant le déploiement de l'armée libanaise pour combattre le Hezbollah. Ils craignent qu'une telle mesure n'entraine des conséquences désastreuses sur le plan intérieur, notamment une division de l'armée selon des clivages confessionnels. Briefing Moyen-Orient de Crisis Group N°94, *Contenir les tensions dans un Liban ravagé par la guerre*, 27 février 2025. Voir aussi Michael Young, « Pushing Beirut into an armed conflict with Hezbollah is insane », Diwan (blog), Carnegie Middle East Center, 14 mai 2026.
[56] « Hezbollah insists on linking Lebanon to Iran-U.S. negotiations », *Asharq al-Awsat*, 13 juillet 2026.

ternationale en soi, mais se montrent réticents à reproduire le modèle de la Finul, qu'ils jugent inefficace.[57] Washington a écarté le mécanisme de suivi associé au cessez-le-feu de novembre 2024, auquel participaient la Finul et la France, porte-plume du Conseil sur le Liban. A la place, une annexe à l'accord-cadre de juin prévoit la création d'un « groupe de coordination militaire » dirigé par les Etats-Unis, par l'intermédiaire duquel Israël et le Liban prendront en charge les tâches auxquelles la Finul ou une force appelée à lui succéder aurait pu contribuer, notamment « la déconfliction, la vérification et la mise en œuvre générale » de l'accord.[58] Les autres membres du Conseil ainsi que le Liban tiennent fermement au maintien d'une présence internationale. Ils n'ont accepté qu'à contrecœur la cessation des activités de la Finul à la fin de 2026, afin d'éviter un veto américain qui aurait entrainé l'arrêt brutal de la mission dès août 2025.[59]

L'accord-cadre ne mentionne ni l'ONU ni la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Son annexe prévoit toutefois qu'une « entité tierce choisie d'un commun accord » puisse à l'avenir vérifier que les groupes armés non étatiques ont été évacués de chaque « zone pilote ».[60] Jusqu'à présent, les négociateurs israéliens, libanais et américains ont peiné à préciser en quoi consisterait une telle vérification, dissuadant ainsi les pays intéressés d'engager des troupes dans une mission qui pourrait s'avérer dangereuse. Mais même si l'accord-cadre venait finalement à être abandonné, toute autre tentative de parvenir à un arrangement liant le retrait d'Israël du sud du Liban et l'arrêt de ses frappes aériennes à la cessation des attaques du Hezbollah contre Israël et au désarmement du mouvement reposerait très probablement sur une forme de vérification par un tiers.

Les partenaires internationaux ont commencé à examiner les différentes possibilités concernant une nouvelle présence multinationale. En juin, le secrétaire général a proposé la création d'une mission de

[57] Entretiens de Crisis Group, diplomates et responsables onusiens, Beyrouth, juillet 2026. Les Etats-Unis et leurs partenaires israéliens soutiennent depuis longtemps que la Finul n'a pas réussi à dissuader le Hezbollah de mener des opérations militaires au sud du fleuve Litani (bien qu'elle n'ait pas pour mandat d'affronter le groupe armé par la force) et que son coût est trop élevé. Pour comprendre le contexte, voir David Wood, « Helping UNIFIL Restore Stability in Southern Lebanon », commentaire de Crisis Group, 14 août 2025.

[58] Les parties n'ont pas rendu publique cette annexe à l'accord-cadre, mais elles n'ont pas contesté l'authenticité du texte qui a fait l'objet d'une fuite dans les médias fin juin. « L'annexe sécuritaire de l'accord entre le Liban et Israël divulguée : le "désarmement du Hezbollah" contre le retrait "progressif" de l'armée israélienne. », *L'Orient-Le Jour,* 29 juin 2026.

[59] « UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL): Vote on Final Mandate Renewal and Drawdown* », Security Council Report, 28 août 2025 ; Jamie Prentis, « Lebanese MPs urge UN to extend peacekeeping mission », *The National*, 24 juillet 2026.

[60] « L'annexe sécuritaire de l'accord entre le Liban et Israël divulguée », op. cit.

suivi de l'ONU composée de personnels armés et non armés.[61] La France et l'Italie ont également annoncé leur intention de former une nouvelle coalition multinationale dans le sud du Liban pour succéder à la Finul.[62] Parallèlement, l'Union européenne (UE) envisage une mission distincte regroupant des agents civils et militaires, chargée de conseiller et éventuellement de former les forces libanaises en dehors du sud du pays. Cette dernière initiative viendrait s'ajouter aux 180 millions d'euros que l'UE s'est déjà engagée à consacrer au soutien de l'armée libanaise.[63]

Toute nouvelle mission multinationale n'aurait d'autre choix que de s'inscrire dans le cadre du dispositif sécuritaire israélo-libano-américain, même si celui-ci reste encore à définir précisément. Les Etats souhaitant y participer exigeront très certainement l'autorisation du Conseil de sécurité avant d'envoyer des troupes dans le sud du Liban, afin de garantir leur protection juridique et politique. Compte tenu du droit de veto des Etats-Unis, le soutien de Washington au sein du Conseil demeure indispensable. Les membres de l'ONU ne peuvent donc contourner le mécanisme trilatéral promu par l'administration Trump. D'ici à la fin décembre, les diplomates devraient suivre l'évolution des dispositifs de sécurité sur le terrain dans le sud du Liban, tout en tentant de déterminer avec Washington quelle forme de déploiement international pourrait, le cas échéant, contribuer à la stabilité du pays.

Il est peu probable qu'un dispositif de sécurité, qu'il s'agisse de l'accord-cadre de juin ou d'un éventuel arrangement ultérieur, permette de désarmer complètement le Hezbollah ou d'empêcher Israël de mener des opérations militaires au Liban. Mais le retrait de la Finul, en l'absence de relève immédiate, pourrait créer un vide et aggraver une situation déjà tendue. En reprenant les fonctions les plus utiles de la Finul – notamment la surveillance et la déconfliction sur le terrain –, une nouvelle mission multinationale pourrait contribuer à éviter une nouvelle escalade. Idéalement, cette force assumerait à terme d'autres responsabilités afin de favoriser la mise en place, dans le sud du Liban, d'un dispositif de sécurité suffisamment solide pour fonctionner de manière autonome.

[61] Ce rapport, demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2790, proposait trois niveaux de déploiement différents : l'option la plus ambitieuse prévoyait 5 525 membres du personnel en uniforme, l'option intermédiaire 3 370 et la configuration la plus allégée environ 1 980. Voir « Lettre datée du 1er juin 2026, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2026/453, 1er juin 2026.

[62] « Lebanon president welcomes French, Italian efforts to form coalition to succeed UNIFIL », *Arab News*, 26 juin 2026.

[63] Louay Faour, « European powers seek greater role in south Lebanon's post-war security architecture », *The New Arab*, 12 juillet 2026 ; Lili Bayer, « EU diplomatic service proposes mission to train Lebanese forces, documents show », Reuters, 24 juin 2026 ; « European Peace Facility: Council adopts EUR 100 million assistance measure in support of the Lebanese Armed Forces », communiqué de presse, Conseil de l'UE, 4 juin 2026.

2. Adapter la stratégie politique de l'ONU au Soudan

L'ONU reste en marge des efforts diplomatiques visant à mettre fin à la guerre civile qui ravage le Soudan. La nomination, par le secrétaire général António Guterres, de Pekka Haavisto comme nouvel envoyé de l'ONU en février offre à l'organisation l'occasion de repenser son approche. Ramtane Lamamra, qui menait auparavant la diplomatie onusienne sur ce dossier, n'est parvenu ni à rapprocher les principaux belligérants – l'armée soudanaise et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) – ni à coordonner les nombreux médiateurs engagés dans la recherche d'une issue au conflit. L'ONU a obtenu des résultats inégaux dans la conclusion d'accords locaux portant sur l'accès humanitaire et continue de se préparer à jouer un rôle dans la supervision de certains volets d'un éventuel cessez-le-feu.[64] Compte tenu du nombre d'Etats étrangers puissants qui soutiennent les belligérants, il est difficile d'imaginer que l'ONU puisse prendre la tête des efforts visant à résoudre le conflit. Elle devrait néanmoins profiter des prochains mois pour appuyer d'autres initiatives diplomatiques et sensibiliser la communauté internationale à l'urgence de faire cesser les combats.[65]

Il y a près de dix-huit mois, des responsables de l'ONU reconnaissaient déjà que le Soudan était le théâtre de la plus grave catastrophe humanitaire au monde.[66] Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. Un groupe d'experts indépendants de l'ONU a estimé que les massacres, les viols et autres atrocités commis par les FSR en octobre 2025 à El-Fasher, au Darfour – ville qui abritait le quartier général de la Minuad, l'ancienne opération de maintien de la paix de l'ONU – constituaient des « indicateurs d'une trajectoire génocidaire ».[67] Diplomates et responsables onusiens alertent désormais sur des risques similaires à El-Obeid, dans le Kordofan du Nord.[68] Les deux camps et leurs alliés étrangers continuent de penser qu'ils ont davantage à gagner en poursuivant les combats qu'en négociant. Dans les faits, le pays est aujourd'hui divisé entre l'armée et les FSR.[69]

[64] Voir l'entrée consacrée au Soudan dans le briefing de Crisis Group, *Dix défis pour les Nations unies en 2025-2026*, op. cit.
[65] « Sudan: Closed Consultations », Security Council Report, 17 avril 2026.
[66] « UN Sudan Annual Results Report 2024 », ONU Soudan, 4 juin 2025.
[67] « Sudan: Hallmarks of Genocide in El Fasher - Report of the Independent International Fact-Finding Mission for the Sudan », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), UN Doc A/HRC/61/77, 19 février 2026.
[68] « Sudan: Imminent offensive on El Obeid must be halted – Türk warns of catastrophic impact on civilians », communiqué de presse, HCDH, 18 juin 2026 ; « Joint Statement of G7 Foreign Ministers on El-Obeid (Sudan) », département d'Etat américain, 16 juillet 2026 ; « Security Council Press Statement on Sudan (SC/16392) », Conseil de sécurité de l'ONU, 20 juin 2026.
[69] Rapport Afrique de Crisis Group N°211, *Divided Sudan, Elusive Peace*, 13 avril 2026.

Jusqu'à présent, les négociations politiques n'ont donné que peu de résultats. Les efforts diplomatiques se sont en grande partie concentrés sur le Quad, une plateforme réunissant les Etats-Unis et les trois puissances arabes qui exercent le plus d'influence sur les parties au conflit : l'Egypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Sa feuille de route de septembre 2025 n'a toutefois convaincu aucun des deux camps, tandis que Riyad et Abou Dhabi – qui s'opposent sur plusieurs théâtres de conflit, de la Libye au Yémen – renforcent leur soutien respectif à l'armée et aux FSR, empêchant ainsi les membres du Quad de s'accorder sur la marche à suivre.[70] Parallèlement, l'ONU travaille avec l'UA, l'UE, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, une organisation de la Corne de l'Afrique, et la Ligue arabe afin de soutenir des discussions politiques conduites par des civils soudanais dans le cadre d'une nouvelle initiative diplomatique appelée le Quintette. Ces médiateurs ont organisé une réunion à Berlin en avril, puis une autre à Addis-Abeba deux mois plus tard.[71] Les participants soudanais ne parviennent toutefois pas à s'entendre sur la manière de faire avancer les pourparlers.

Après une première tournée au Soudan et dans la région, Pekka Haavisto peut désormais s'atteler à revoir la stratégie diplomatique de l'ONU.[72] Il devra convaincre toutes les parties que l'organisation sera un interlocuteur indépendant et impartial, même si le gouvernement dirigé par l'armée est celui qui bénéficie d'une reconnaissance juridique à New York. Il lui faudra également nouer des relations de confiance avec les différentes composantes du paysage politique fragmenté du Soudan, y compris les acteurs armés, politiques et civils engagés dans la guerre aux côtés de l'un ou l'autre camp ou encore non alignés, ainsi qu'avec les divers pays, notamment africains et arabes, impliqués d'une manière ou d'une autre dans le conflit. Il lui faudra enfin établir des contacts avec les FSR, même si les agissements des paramilitaires leur ont valu une condamnation aussi généralisée que justifiée. Ramtane Lamamra a peiné à maintenir cet équilibre, ses détracteurs lui reprochant d'avoir accordé, dans ses échanges, une place excessive à l'armée et à ses alliés.[73] Pekka Haavisto a aujourd'hui l'occasion de repartir sur de nouvelles bases.

[70] « Joint Statement on Restoring Peace and Security in Sudan », département d'Etat américain, 12 septembre 2025 ; Comfort Ero et Alan Boswell, « Latest Sudan Conference Shows Diplomacy is Backsliding », Analyst's Notebook de Crisis Group, 17 avril 2026.
[71] « Sudan: Quintet Joint Statement on de-escalation of the conflict in Sudan », Service européen pour l'action extérieure, 11 février 2026 ; « Quintet Statement on Ongoing Consultations with Sudanese Political Actors », UA, 6 août 2026.
[72] « Pekka Haavisto (Personal Envoy of the Secretary-General for Sudan) on the situation in the country - Press Conference », Bureau du porte-parole de l'ONU, 25 juin 2026.
[73] Entretiens de Crisis Group, responsables politiques de l'opposition, représentants et alliés des FSR, octobre-novembre 2025.

Pekka Haavisto devrait également renforcer la contribution de l'ONU aux travaux du Quintette. Il pourrait commencer par intensifier les contacts avec les différents groupes civils entre les réunions officielles du Quintette, afin de favoriser leur rapprochement. Il pourrait aussi aider à instaurer des échanges plus réguliers entre le Quintette et le gouvernement dirigé par l'armée, qui s'est jusqu'à présent montré réticent à participer à un processus politique échappant à son autorité et organisé à l'étranger.[74] L'armée privilégie son propre « dialogue national » au Soudan, auquel peu de ses adversaires politiques ou armés semblent disposés à prendre part.

En coulisses, l'ONU devrait en outre chercher à renforcer et à rapprocher les deux coalitions diplomatiques qui œuvrent à mettre fin au conflit, même si aucune ne semble actuellement en mesure de faire avancer les négociations. Pekka Haavisto pourrait notamment travailler en étroite collaboration avec ses homologues pour formuler discrètement des propositions sur la future gouvernance du Soudan, dans l'éventualité où les principaux belligérants et leurs soutiens étrangers trouveraient la volonté politique de faire cesser les hostilités. Il pourrait ensuite présenter ces propositions aux membres du Quad et du Quintette, aux deux parties au conflit, ainsi qu'aux principaux mouvements et responsables politiques soudanais. Même s'il est difficile d'imaginer une percée prochaine, tant les positions des deux camps sont figées, l'ONU devrait en parallèle continuer de se préparer à jouer un rôle pour faciliter l'accès humanitaire et la conclusion d'accords de cessez-le-feu entre l'armée et les FSR, au cas où les initiatives visant à instaurer la paix finiraient par bénéficier d'un soutien régional accru.[75]

Enfin, l'ONU peut intensifier ses efforts pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la guerre et la catastrophe humanitaire qui frappent le Soudan, ne serait-ce que pour alerter les Etats sur les risques de propagation du conflit. Le prochain secrétaire général devrait en faire une priorité – notamment en effectuant une visite de solidarité dans les camps de réfugiés des pays voisins – et mettre en garde contre les risques croissants que ferait peser la poursuite du conflit sur les pays de la Corne de l'Afrique et de la région de la mer Rouge.[76] Le futur dirigeant de l'ONU devrait enfin veiller à ce que Pekka Haavisto et les autres émissaires de l'organisation en charge de la Corne de l'Afrique, de l'Afrique centrale et du Moyen-Orient restent en contact étroit, dans l'espoir d'identifier des moyens de sortir de l'impasse diplomatique dans laquelle se trouvent les Etats de ces régions.

[74] « Quintet Statement Ahead of Visit to Khartoum, the Republic of Sudan, 8-10 September », Délégation de l'UE auprès de l'UA, 8 septembre 2026.
[75] L'ONU n'est pas officiellement membre du Quad, mais elle a collaboré de manière informelle avec les Etats-Unis pour préciser les modalités techniques d'un éventuel mécanisme de suivi de la trêve humanitaire envisagée dans la feuille de route du Quad de septembre 2025.
[76] Alan Boswell, « As the Horn of Africa Nears Boiling Point, Time for Urgent Diplomacy », commentaire de Crisis Group, 17 juillet 2026.

3. Encourager l'Assemblée générale à jouer un rôle dans le cessez-le-feu à Gaza

Après avoir appelé à maintes reprises à un cessez-le-feu pour mettre fin à la campagne militaire menée par Israël contre le Hamas à Gaza entre 2023 et 2025, l'Assemblée générale ne s'est guère penchée sur l'efficacité des mécanismes mis en place pour le faire respecter. En novembre 2025, le Conseil de sécurité a approuvé le plan de cessez-le-feu de l'administration Trump dans sa résolution 2803. Il a aussi confié, fait très inhabituel, l'administration transitoire de Gaza à un Conseil de paix présidé par Donald Trump. Cette décision a de fait tenu l'ONU à l'écart du dispositif diplomatique qui supervise l'avenir de l'enclave palestinienne, du moins jusqu'à l'expiration, fin 2027, du mandat accordé à ce Conseil de paix.[77]

Alors que la reconstruction de Gaza est pratiquement au point mort et qu'Israël resserre son emprise sur le territoire, les Etats membres de l'ONU risquent de rester les bras croisés tandis que le Conseil de paix, dominé par les Etats-Unis, s'écarte toujours davantage de sa feuille de route.[78] Celui-ci est notamment revenu sur son propre plan en quinze points, qui prévoyait un mécanisme de désarmement du Hamas accepté par les factions palestiniennes, mais rejeté par Israël. Ce revirement n'est que l'une des nombreuses évolutions préoccupantes. Malheureusement, il est peu probable que le Conseil de sécurité envisage de rectifier le tir avant l'expiration du mandat du Conseil de paix en 2027. D'ici là, les Etats membres devraient au minimum utiliser l'Assemblée générale pour évaluer l'action du Conseil de paix et accentuer la pression diplomatique afin de placer Gaza sur la voie de la reconstruction et de la création d'un Etat palestinien.

Tout au long de la guerre, l'Assemblée générale a été au cœur de l'activité diplomatique de l'ONU sur Gaza, les présidents Joe Biden puis Donald Trump ayant tous deux empêché le Conseil de sécurité de mener des actions concrètes. Les membres de l'ONU ont convoqué à huit reprises la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale sur les Territoires palestiniens occupés – le cadre prévu pour examiner le conflit dans son ensemble – et y ont débattu de cinq projets de résolution du Conseil de sécurité qui n'ont pas abouti.[79] Les Etats membres ont également adopté cinq décisions majeures portant sur différents aspects du conflit, dont la Déclaration de New York de septembre 2025,

[77] « Résolution 2803 », op. cit.
[78] Rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°257, *Hollow Promises: Resetting Gaza's Ceasefire*, 24 août 2026.
[79] L'Assemblée générale a examiné les neuf résolutions auxquelles un veto avait été opposé dans le cadre de l'initiative sur le veto portée par le Liechtenstein, qu'elle avait adoptée en avril 2022. Pour la liste complète des réunions de l'Assemblée générale convoquées au titre de cette initiative, voir « Living with the Veto », Security Council Report, 23 mars 2026, p. 8.

qui a fait progresser la reconnaissance d'un Etat palestinien.[80] Bien que ces mesures aient eu peu d'effet sur le terrain, elles ont témoigné d'une opposition internationale croissante à la tournure que prend la guerre.

L'approbation par le Conseil de sécurité du plan de cessez-le-feu de Donald Trump a bouleversé cette dynamique. En adoptant la résolution rédigée par les Etats-Unis (soutenue sans grand enthousiasme par les médiateurs régionaux et l'Etat de Palestine), les membres du Conseil de sécurité ont confié au Conseil de paix l'entière responsabilité de la reconstruction et de la gouvernance de Gaza.[81] Depuis, l'ONU a été encore davantage tenue à l'écart des efforts diplomatiques liés à ce dossier. Elle ne participe à aucune des structures du Conseil de paix et n'a pas non plus été sollicitée pour contribuer à la mise en place de la Force internationale de stabilisation envisagée par le plan de Donald Trump (approuvé par le Conseil de sécurité).[82] Nickolay Mladenov, haut représentant du Conseil de paix et ancien coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, a fait le point devant le Conseil de sécurité et lui a soumis un rapport, comme l'exige la résolution 2803. Mais l'Assemblée générale n'a abordé la question qu'une seule fois, et de manière indirecte, depuis novembre 2025. Aucun Etat membre n'a demandé la reprise de la session extraordinaire d'urgence, alors que les conditions sur le terrain continuent de se détériorer et que la trêve reste fragile.[83]

Cette indifférence parait d'autant plus grave que la situation à Gaza contrevient non seulement aux dispositions de la résolution 2803, mais

[80] « Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies », UNGA A/RES/ES-10/23, 10 mai 2024 ; « Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », UNGA A/RES/ES-10/24, 19 septembre 2024 ; « Appui au mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient », UNGA A/RES/ES-10/25, 16 décembre 2024 ; « Protection des civils et respect des obligations juridiques et humanitaires », UNGA A/RES/ES-10/27, 13 juin 2025 ; « Adoption de la Déclaration de New York sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États », UNGA A/80/L.1/Rev.1, 10 septembre 2025.

[81] Dans sa résolution 2803, le Conseil de sécurité autorise le Conseil de paix à mettre en place une administration transitoire chargée de superviser un comité technocratique palestinien ainsi que plusieurs dossiers, dont la reconstruction de Gaza, les services publics, l'aide humanitaire, les déplacements à destination et en provenance de la bande de Gaza, et la future Force internationale de stabilisation. « Résolution 2803 », op. cit. ; Forti, Gowan et Rodenbeck, « What to Look for as the Gaza Peace Plan Comes to the UN Security Council », op. cit.

[82] Sigrid Kaag, ancienne coordonnatrice de l'action humanitaire de l'ONU à Gaza et ancienne coordonnatrice spéciale de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, est membre du Conseil exécutif du Conseil de paix pour Gaza.

[83] Evénement annuel de l'Assemblée générale organisé par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, en commémoration de la Nakba, 15 mai 2026.

aussi aux nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et décisions juridiques internationales concernant la Palestine.[84] L'absence de progrès tangibles près d'un an après la conclusion d'un prétendu cessez-le-feu fait des acteurs internationaux les complices d'un statuquo brutal : la population gazaouie est de fait l'otage de tractations diplomatiques sur lesquelles elle n'a aucune prise. Faute de changement, elle restera assiégée, exposée aux bombardements et privée de toute perspective d'avenir jusqu'à ce que le Conseil de paix estime que le Hamas a satisfait aux exigences d'Israël. Washington opposerait probablement son veto à toute action du Conseil de sécurité perçue comme une critique d'Israël – auquel les Etats-Unis apportent un soutien inconditionnel à l'ONU – ou comme une remise en cause de la légitimité et de l'efficacité des initiatives de Donald Trump. Cela ne saurait toutefois justifier l'inaction de l'Assemblée générale ou d'autres instances.

Les membres de l'ONU devraient se servir de l'Assemblée générale pour contester la mainmise contreproductive du Conseil de paix sur le champ diplomatique. La prochaine réunion de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux Etats, prévue en septembre, pourrait donner une première impulsion à cette démarche. Les Etats membres devraient également envisager de convoquer à nouveau la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale afin de poursuivre ces efforts au-delà de la semaine de haut niveau. Ils devraient en outre profiter de ces enceintes pour apporter un soutien politique au comité technocratique palestinien et affirmer ainsi le rôle central des Palestiniens dans la reconstruction. Ces plateformes permettraient également de réaffirmer la nécessité du réseau de distribution de l'aide dirigé par l'ONU, qui reste le plus opérationnel dans la bande de Gaza. Les Etats membres pourraient enfin indiquer les mesures qu'ils prendraient contre Israël, à titre bilatéral ou dans le cadre de blocs régionaux, si le pays continue d'entraver l'application des dispositions du cessez-le-feu et d'empêcher le comité technocratique palestinien de travailler à Gaza.[85]

Les Etats devraient également envisager de demander au secrétariat de préparer, d'ici à l'ouverture de la 82e session de l'Assemblée générale en septembre 2027, un rapport évaluant la mise en œuvre de la Déclaration de New York, adoptée il y a un an. Celle-ci engage ses signataires à prendre une série de mesures pour mettre fin à la guerre à Gaza, faciliter un processus crédible vers l'autodétermination du peuple palestinien et soutenir la création d'un Etat palestinien souve-

[84] Rapport de Crisis Group, *Hollow Promises: Resetting Gaza's Ceasefire*, op. cit.
[85] Par exemple, le 8 septembre, le ministre britannique des Affaires étrangères a annoncé une série de mesures contre Israël en réaction à la poursuite de la construction de colonies illégales en Cisjordanie et aux entraves d'Israël au plan de cessez-le-feu de Donald Trump pour Gaza. Voir Ed Miliband, « Foreign Secretary Oral Statement on Israel-Palestine », discours devant le Parlement britannique, 8 septembre 2026. Pour plus de contexte, voir le rapport de Crisis Group, *Hollow Promises: Resetting Gaza's Ceasefire*, op. cit.

rain vivant en paix aux côtés d'Israël.[86] Un tel rapport pourrait être utile lorsque le Conseil de sécurité examinera l'éventuel renouvellement du mandat du Conseil de paix, sur lequel il devra se prononcer avant le 31 décembre 2027. Les Etats membres pourraient demander au secrétaire général d'évaluer si le Conseil de paix contribue à la réalisation des engagements visant à atténuer les souffrances des populations civiles, à reconstruire Gaza et à préserver une perspective politique viable, et s'il agit en conformité avec les interventions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Cour internationale de Justice sur ces questions.

Si les membres de l'ONU ne peuvent faire totalement abstraction d'un plan de cessez-le-feu profondément défaillant, ils peuvent agir au sein de l'organisation pour maintenir l'attention internationale sur Gaza. Il est grand temps que l'Assemblée générale retrouve le sens de l'urgence afin de mobiliser une pression diplomatique en faveur du cessez-le-feu et de préserver le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

4. Renforcer l'appui à Haïti en matière de sécurité et de justice

Les efforts internationaux visant à rétablir la sécurité en Haïti sont entrés dans une phase décisive. La Force de répression des gangs (FRG), une mission multilatérale autorisée par le Conseil de sécurité en septembre 2025 et bénéficiant d'un appui logistique de l'ONU, est arrivée en Haïti en juin.[87] Elle devrait atteindre sa pleine capacité d'ici la fin de l'année, mais aura la lourde tâche d'affronter les gangs armés qui tiennent une grande partie du pays en otage depuis des années.[88] Il est essentiel que la communauté internationale fournisse à la FRG les effectifs, les financements et le matériel nécessaires pour mettre fin à ce douloureux chapitre de l'histoire d'Haïti. Toutefois, même si la force parvient à affaiblir les gangs, ce ne sera que le début d'un combat bien plus long pour ramener la paix dans le pays. Le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux devraient travailler en étroite collaboration avec l'ONU afin d'offrir des voies de sortie aux personnes prêtes à quitter les gangs et de renforcer les nouvelles institutions judiciaires chargées d'enquêter sur leurs crimes et d'en poursuivre les auteurs.

L'étroite collaboration entre la FRG et l'ONU pourrait permettre à la force d'éviter les difficultés qui ont miné sa prédécesseure, la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya. Un nouveau bureau d'appui de l'ONU répond aux besoins logistiques de la force (allant de l'approvisionnement en rations et en carburant à la prise en charge des services médicaux et à la construction de bases)

[86] « Adoption de la Déclaration de New York sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États », op. cit.
[87] « Résolution 2793 », UNSC S/RES/2793, 30 septembre 2025.
[88] Rapport de Crisis Group, *Haïti : démanteler l'alliance meurtrière des gangs*, op. cit. ; « Situation of human rights in Haiti », HCDH, A/HRC/61/74, 23 mars 2026.

et centralise les contributions financières qui lui sont destinées.[89] Le financement relativement prévisible, assuré par le budget des contributions obligatoires des Etats membres de l'ONU, a permis à huit pays de s'engager à fournir suffisamment de troupes pour dépasser l'objectif initial de 5 500 membres du personnel, bien qu'à la date de publication de ce briefing, seuls quelque 1 200 soldats étaient déployés sur le terrain.[90] Un fonds fiduciaire distinct de l'ONU dispose de près de 226 millions de dollars de contributions volontaires destinées à couvrir les salaires du personnel déployé.[91]

Des liens informels viennent également consolider le partenariat entre la force et l'ONU. Le Groupe permanent des partenaires, organe politique ad hoc chargé de superviser la mission, a nommé des spécialistes chevronnés des opérations de maintien de la paix de l'ONU aux plus hauts postes civils et militaires de la FRG.[92] Ces responsables assurent la coordination avec les hauts fonctionnaires du Binuh (le bureau politique de l'ONU chargé de dialoguer avec les interlocuteurs haïtiens sur les questions de gouvernance et de droits humains) ainsi qu'avec ceux du bureau d'appui logistique de la force. Le siège de l'ONU a également fourni une assistance étendue à la FRG au cours de ses préparatifs techniques, notamment en l'aidant à élaborer son concept d'opérations et à organiser les formations préalables au déploiement.[93]

Des difficultés surgiront inévitablement lorsque la FRG s'attaquera véritablement aux gangs. Les populations civiles risquent de subir des dommages collatéraux dès que la force lancera ses offensives.[94] Les pays pourvoyeurs de contingents ayant déjà participé à des opérations de maintien de la paix de l'ONU devront veiller à ce que les soldats en-

[89] « Budgets du Bureau d'appui des Nations Unies en Haïti pour la période allant du 1er octobre 2025 au 30 juin 2026 et l'exercice allant du 1er juillet 2026 au 30 juin 2027 », UNGA A/80/630, 10 février 2026.
[90] Au moment de la publication de ce briefing, la mission comptait du personnel envoyé par le Tchad, le Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, la Mongolie et le Sri Lanka.
[91] Au 30 juin, le fonds fiduciaire avait reçu des promesses de contributions d'un montant total de 233 millions de dollars, dont 184 millions avaient déjà été versés. L'ONU avait dépensé environ 67 millions de dollars sur cette somme, laissant un solde disponible de 117 millions de dollars. « Contributions to the Trust Fund for the Multinational Security Support (MSS) mission for Haiti authorised under SCR 2699 (2023) and Gang Suppression Force (GSF) authorised under SCR 2793 », ONU, 13 juillet 2026 ; « United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General », UNSC S/2026/574, 14 juillet 2026, p. 10.
[92] Le Groupe permanent des partenaires comprend les Etats-Unis, le Canada, le Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, le Kenya et les Bahamas. « Special representative named for U.S. backed-Gang Suppression Force in Haiti », *The Miami Herald*, 2 décembre 2025 ; « UN-appointed anti-gang force commander arrives in Haiti to lead expanded mission », *The Haitian Times*, 15 mai 2026.
[93] Entretiens de Crisis Group, diplomates et responsables onusiens, New York et Port-au-Prince, février, avril et juin 2026.
[94] A l'inverse, la MMAS n'a jamais compté plus de 1 000 policiers, a peiné à obtenir des financements et n'a combattu les gangs qu'aux côtés de la police nationale.

voyés en Haïti soient préparés à évoluer dans un environnement hostile. Le Groupe permanent des partenaires et le Conseil de sécurité devraient suivre de près la manière dont la FRG contrôle le comportement de ses membres et impose, le cas échéant, les sanctions nécessaires, compte tenu notamment des violences sexuelles commises par le passé par du personnel international en mission en Haïti.[95]

Une fois la force pleinement opérationnelle, les Etats membres espèrent qu'elle pourra rapidement instaurer un minimum de sécurité.[96] Mais tout progrès ne sera que de courte durée si Haïti et ses partenaires ne prennent pas de mesures pour démanteler définitivement les groupes criminels. Pour mettre fin aux activités des gangs, il sera essentiel d'offrir à leurs membres la possibilité d'en sortir en toute sécurité et de les aider à trouver de nouveaux moyens de subsistance via un programme de désarmement, de démantèlement et de réinsertion (DDR).[97] Des mesures importantes ont déjà été prises en ce sens. Premièrement, début 2026, les autorités haïtiennes ont réactivé la Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion, à laquelle l'ONU a proposé plusieurs formes de soutien.[98] Deuxièmement, le Conseil de sécurité a révisé le mandat du Binuh en janvier afin qu'il aide l'Etat haïtien à concevoir et à mettre en œuvre un programme offrant des voies de sortie aux membres de gangs.[99]

L'ONU apporte également un appui technique aux pôles judiciaires spécialisés récemment mis en place pour traiter les affaires complexes de corruption et les graves violations des droits humains. Ces structures seront, elles aussi, indispensables à toute action de long terme visant à affaiblir les gangs. L'objectif est de permettre à ces tribunaux de s'attaquer aux liens – longtemps restés impunis – entre personnalités influentes et activités criminelles. Le gouvernement s'efforce de renforcer la protection des juges chargés de ces dossiers, nombre d'entre eux s'étant récusés par le passé après avoir reçu des menaces.[100]

[95] « Citing unpunished sex abuse, rights groups urge halt to Sri Lankan troops Haiti deployment », *The Miami Herald*, 28 juin 2026.
[96] Rapport de Crisis Group, *Haïti : démanteler l'alliance meurtrière des gangs*, op. cit.
[97] Le gouvernement haïtien et l'ONU n'emploient pas le terme plus courant de « démobilisation », qui désigne la dissolution de groupes armés non étatiques tels que définis par le droit international humanitaire. Ils lui préfèrent celui de « démantèlement », qui renvoie à une démarche individuelle plutôt que collective. « Lettre datée du 29 mai 2026, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2026/449, 29 mai 2026, p. 3.
[98] « Lettre datée du 29 mai 2026, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2026/449, 29 mai 2026.
[99] « Résolution 2814 », UNSC S/RES/2814, 29 janvier 2026.
[100] En mai, le gouvernement haïtien a créé deux pôles judiciaires spécialisés chargés d'enquêter sur les crimes de masse, les violences sexuelles et les crimes financiers, et d'en poursuivre les auteurs, avec l'appui technique du HCDH et de l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (ONUDC). Ces pôles, qui devraient prochai-

Les autorités haïtiennes et leurs partenaires étrangers concentrent, à juste titre, leurs efforts sur la lutte armée contre les gangs. Mais ils devraient, en parallèle, jeter les bases d'un processus de démantèlement suffisamment solide pour éviter que les anciens membres ne retombent sous l'emprise de ces groupes, sous l'effet de la pauvreté ou de la faiblesse des forces de sécurité locales. L'ONU devrait veiller à ce que ces objectifs de long terme ne soient pas sacrifiés à la recherche de victoires tactiques, d'autant plus que leur réalisation nécessitera des financements bien supérieurs à ceux actuellement disponibles.[101] C'est pourquoi les pays donateurs ne devraient pas se contenter de financer la force multinationale : leur aide devrait également couvrir des projets visant à dissoudre les gangs et à réformer le système judiciaire haïtien.[102]

5. Préserver les opérations de l'ONU en Centrafrique

Depuis leur premier déploiement dans le pays en 2014, les Casques bleus sont au premier plan des efforts internationaux visant à protéger les civils et à soutenir les initiatives de paix en République centrafricaine (RCA). Les Etats-Unis et la Chine, deux membres permanents du Conseil de sécurité, estiment que la mission, connue sous le nom de Minusca, devrait commencer à préparer son retrait, invoquant les progrès accomplis par le pays sur la voie de la stabilité. (Leur propre intérêt est de réduire le coût des opérations de maintien de la paix de l'ONU.) Le fait que les élections de fin décembre 2025 se soient tenues sans incident majeur pourrait renforcer leur argument.[103] Mais lorsqu'ils renouvelleront le mandat de la Minusca en novembre, les diplomates devront veiller à ce que la mission conserve des capacités suffisantes pour protéger les civils et contenir les groupes armés dans l'est du pays, toujours en proie aux violences. L'opération onusienne est en

nement entrer en activité, pourraient contribuer à poursuivre les principaux auteurs des crimes commis par les gangs, ainsi que leurs principaux soutiens. « United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General », op. cit., p. 5. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, responsables du gouvernement haïtien et de l'ONU, juillet 2025.

[101] Le coût estimé varie de 13,5 millions de dollars pour une assistance minimale à plus de 150 millions de dollars pour un ensemble complet d'initiatives en matière de DDR et d'appui au secteur judiciaire. « Lettre datée du 29 mai 2026, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », op. cit.

[102] Le soutien apporté par le Canada et la France à la création de deux pôles judiciaires spécialisés constitue un modèle qui gagne à être reproduit. « Specialised judicial units in Haiti », HCDC, 2 juin 2026. En mai, le secrétaire général de l'ONU a présenté au Conseil de sécurité plusieurs options visant à appuyer les programmes de DDR et à renforcer le système judiciaire haïtien. Les Etats membres de l'ONU doivent encore indiquer lesquelles de ces options ils seraient disposés à soutenir et à financer. « Lettre datée du 29 mai 2026, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », op. cit.

[103] Charles Bouëssel, « Centrafrique : après les élections, consolider les gains sécuritaires », commentaire de Crisis Group, 27 janvier 2026.

effet la seule entité capable de faire barrage à une nouvelle dégradation sécuritaire dans cette région.

La Minusca continue de répondre à des besoins que les autorités centrafricaines ne peuvent encore satisfaire. Garante de l'accord de paix de 2019, la mission de l'ONU supervise des pourparlers de paix locaux et des programmes de désarmement dans l'ensemble du pays.[104] Si les alliés de la RCA – le Rwanda et les paramilitaires russes du groupe Wagner – ont aidé Bangui à reprendre le contrôle de plusieurs villes après l'offensive rebelle de 2021, la Minusca reste le seul partenaire extérieur chargé de protéger les civils contre les violences. Dans de nombreuses régions situées hors de Bangui, la capitale, les institutions locales dépendent de la mission pour construire et rénover des bâtiments administratifs, fournir un appui logistique et assurer leur protection physique.

La menace insurrectionnelle pesant sur la RCA est bien moins forte qu'il y a quelques années, mais des foyers d'insécurité demeurent le long des frontières orientales du pays.[105] Des combattants issus de l'ancienne coalition rebelle Séléka, qui s'était emparée du pouvoir en 2013 et avait plongé le pays dans la guerre civile, ainsi que de milices alliées restent actifs dans le nord-est. Ils ont notamment attaqué, le 30 juin, les forces gouvernementales centrafricaines et les Casques bleus à Am-Dafock, à la frontière avec le Soudan.[106] Par ailleurs, la milice d'autodéfense zandé, basée dans la préfecture du Haut-Mbomou, dans le sud-est du pays, continue de s'en prendre aux civils et aux forces étatiques.[107]

Les violences intercommunautaires, la criminalité armée et les conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires demeurent fréquents à travers le pays.[108] Dans de nombreuses régions, les femmes et les filles sont exposées au risque de violences sexuelles. Les répercussions de la guerre civile au Soudan aggravent ces dangers : des rebelles centrafricains sont devenus des entrepreneurs de guerre, fournissant des combattants aux FSR comme à l'armée soudanaise contre rémunéra-

[104] L'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), Retour, réclamation et réhabilitation (3R) et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) sont les groupes armés les plus importants à participer à ces programmes de désarmement. Voir « République centrafricaine – Rapport du Secrétaire général », UNSC S/2026/494, 15 juin 2026, paragraphes 8-10.

[105] Bouëssel, « Centrafrique : après les élections, consolider les gains sécuritaires », op. cit.

[106] « Central African Republic Situation Report No. 74 as of 30 June, 2026 », OCHA, 2 juillet 2026 ; « MINUSCA strongly condemns the attack against Am Dafock and the firing targeting the Mission's base », communiqué de presse, OCHA, 30 juin 2026.

[107] Rapport Afrique de Crisis Group N°319, *Centrafrique : les Zandé tiraillés entre armée, milice et troupes russes*, 20 novembre 2025.

[108] Rapport Afrique de Crisis Group N°317, *Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir*, 28 mai 2025.

tion, tandis que plus de 40 000 réfugiés soudanais ont fui vers le nord-est de la RCA. Les Casques bleus sont souvent la seule force capable de prévenir les menaces imminentes ou d'y répondre.

Ces développements devraient inciter les membres du Conseil à la prudence lorsqu'ils examinent une possible réduction de la présence de la Minusca. En novembre 2025, sous la pression des Etats-Unis, le Conseil a demandé à la mission d'élaborer une stratégie de retrait avant le renouvellement de son mandat, Washington estimant notamment que la situation en RCA s'était améliorée et exprimant des réserves quant à la prolongation indéfinie des opérations onusiennes.[109] Les diplomates américains et chinois se sont également entendus pour réclamer une réduction du budget de la mission.[110] Par ailleurs, la crise de liquidités qui frappe l'ONU a déjà contraint la Minusca à rapatrier près de 4 000 soldats – plus du quart de ses effectifs – et à fermer 21 bases opérationnelles qui lui permettaient d'intervenir dans plusieurs zones touchées par les conflits en dehors de Bangui.[111]

Si la crise financière que traverse l'ONU rendra difficile le rétablissement des effectifs de la Minusca au niveau prévu par son mandat, les membres du Conseil devraient veiller à ce que les débats sur l'avenir à plus long terme de la mission ne compromettent pas sa capacité à consolider les acquis sécuritaires du pays à court terme. Conformément à la résolution de novembre 2025, le gouvernement centrafricain et la Minusca ont commencé à élaborer un plan de transition. Un rapport confidentiel esquisse les contours d'un recentrage de la Minusca vers un rôle d'appui stratégique. Certaines responsabilités pourraient être transférées aux autorités nationales à court ou moyen terme, tandis que d'autres, notamment la protection des civils, resteraient du ressort de la mission. Le document souligne aussi les défis budgétaires que Bangui devra surmonter pour assumer ces responsabilités.

Les diplomates devraient profiter du renouvellement du mandat de la Minusca pour souligner la montée de l'insécurité aux frontières orien-

[109] Une feuille de route devrait être présentée d'ici le 15 septembre. « Résolution 2800 », UNSC S/RES/2800, paragraphe 48 ; « Central African Republic: Vote on MINUSCA's Mandate Renewal », Security Council Report, 12 novembre 2025.
[110] Entretiens de Crisis Group, diplomates onusiens, New York, novembre 2025. Voir aussi Conseil de sécurité de l'ONU, « Procès-verbal provisoire de la 10 041e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10041, 13 novembre 2025 ; « Procès-verbal provisoire de la 10 111e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10111, 25 février 2026 ; et Conseil de sécurité de l'ONU, « Procès-verbal provisoire de la 10 181e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10181, 23 juin 2026.
[111] Les responsables de l'ONU se sont appuyés sur ces contraintes financières pour redéployer le personnel de la Minusca selon un dispositif plus mobile, afin de tirer le meilleur parti d'une présence réduite. Entretiens de Crisis Group, responsables de l'ONU, juillet 2026. Certaines bases temporaires avaient été établies pour faciliter l'assistance électorale de l'ONU en RCA. « Report of the Secretary-General on the Central African Republic », UNSC S/2026/494, 15 juin 2026.

tales de la RCA et veiller à ce que la mission conserve les moyens nécessaires pour intervenir dans cette région. Ils devraient également encourager la mission à prévenir toute nouvelle escalade par des moyens non militaires, notamment en favorisant des initiatives locales de dialogue politique, suivies de différentes formes de désarmement. Les membres du Conseil devraient enfin veiller à ce que la direction de la Minusca travaille en étroite collaboration avec les envoyés de l'ONU dans la Corne de l'Afrique afin de mieux anticiper et faire face aux répercussions de la guerre au Soudan.

Tous les membres du Conseil de sécurité reconnaissent que la Minusca a contribué à instaurer une relative stabilité en RCA en protégeant les civils, en rétablissant les services publics et en soutenant des processus de dialogue politique. Ils restent toutefois divisés quant au calendrier et aux modalités d'une diminution de ces activités. Pour l'heure, le Conseil devrait aider la RCA à consolider les progrès accomplis plutôt que de pousser à une réduction précipitée de la mission, qui créerait de nouveaux risques dans un pays où l'ONU a fortement investi au cours de la dernière décennie.

6. Faire bloc autour de la Cour pénale internationale

La « campagne de grande envergure » annoncée en juillet par l'administration Trump pour démanteler la Cour pénale internationale (CPI) est la dernière salve en date de son offensive contre l'ordre international.[112] Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis s'opposent ouvertement à la CPI ou imposent des sanctions à son personnel.[113] Mais leur dernière initiative visant à entraver les travaux de la Cour, en sanctionnant sa présidente et en menaçant les Etats membres qui la soutiennent, marque une regrettable escalade qui risque de créer un précédent et d'inciter Washington à chercher à soumettre à sa volonté d'autres composantes du système multilatéral. Plusieurs des Etats membres les plus puissants de l'ONU (dont les Etats-Unis, la Russie et la Chine) n'ont jamais adhéré à la Cour et s'opposent généralement à son action lorsqu'ils estiment que leurs intérêts sont en jeu. Les Etats membres qui, eux, la soutiennent peuvent toutefois adopter une posi-

[112] Cette campagne consisterait notamment à mettre en avant les préjudices causés par la Cour par le biais d'actions diplomatiques de haut niveau, à menacer de réexaminer l'aide américaine aux Etats qui ne contesteraient pas la compétence de la Cour pour poursuivre des responsables américains, ainsi qu'à révoquer des visas, à imposer des interdictions de voyager et à prendre des sanctions supplémentaires à l'encontre du personnel de la CPI. « State Department Launches Campaign to Dismantle International Criminal Court's Threat to American Sovereignty », département d'Etat américain, 13 juillet 2026 ; Victor Jack, « US pressures NATO allies to destroy International Criminal Court », *Politico*, 9 septembre 2026.

[113] Au moment de la publication de ce briefing, « neuf des dix-huit juges, les deux procureurs adjoints, l'ancien procureur et un membre du personnel ont été sanctionnés par les Etats-Unis ». Voir « La CPI rejette fermement les nouvelles désignations des Etats-Unis imposant des sanctions », communiqué de presse, CPI, 19 août 2026.

tion différente. Ceux qui ne l'ont pas encore fait devraient réaffirmer clairement leur attachement à une CPI forte et indépendante, en rappelant qu'elle est la seule juridiction permanente habilitée à poursuivre les auteurs de crimes internationaux, y compris ceux commis dans le cadre de conflits.

La rupture actuelle entre les Etats-Unis et la CPI constitue le dernier épisode d'une relation en dents de scie.[114] Les Etats-Unis n'ont jamais ratifié le Statut de Rome – le traité instituant la CPI –, alors même qu'ils ont joué un rôle central dans la négociation du texte et l'ont signé. Washington craint depuis longtemps que la Cour ne poursuive des militaires américains pour des actes commis à l'étranger. Durant les premières années d'existence de la Cour, l'administration de George W. Bush a prétendu « se retirer » du traité et a fait pression sur les Etats membres de la CPI pour qu'ils s'engagent à ne pas remettre de ressortissants américains à la Cour. Si les Etats-Unis ont par la suite étroitement coopéré avec celle-ci sur certains dossiers, la décision prise en 2017 par la procureure d'enquêter sur les agissements des forces internationales déployées en Afghanistan a conduit la première administration Trump à imposer des sanctions à certains responsables de la Cour.[115] L'administration Biden a levé ces mesures plusieurs mois avant que le procureur de la CPI n'annonce sa décision de reléguer au second plan les volets de l'enquête en Afghanistan qui ne concernaient pas les Taliban.[116]

Pendant un temps, même certains des plus farouches détracteurs de la CPI au sein du Congrès américain ont soutenu son action concernant la guerre menée par la Russie en Ukraine, saluant notamment les poursuites engagées contre le président russe Vladimir Poutine.[117] Mais les relations se sont une nouvelle fois envenimées lorsque la CPI a délivré, fin 2024, des mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens Benyamin Nétanyahou et Yoav Gallant, et n'ont fait qu'empirer depuis l'entrée

[114] Stephen Pomper, « The International Criminal Court's Case Against the United States in Afghanistan », *Just Security*, 13 novembre 2017.
[115] Par exemple, les administrations de George W. Bush et de Barack Obama ont soutenu les procédures concernant des situations en RDC et au Soudan, tandis que l'administration de Joe Biden a fourni à la Cour des éléments de preuve relatifs à des crimes de guerre qui auraient été commis par la Russie en Ukraine. Stephen Pomper, « The US and ICC May Still Steer Past Each Other–Why and How », *Just Security*, 5 avril 2018.
[116] Nahal Toosi, « Biden lifts sanctions on International Criminal Court officials », *Politico*, 2 avril 2021 ; « Déclaration du Procureur, Karim A. A. Khan QC, après avoir demandé aux juges, en vertu de l'article 18 2, de statuer sur sa demande d'autorisation de reprise des travaux d'enquête dans la situation en Afghanistan », communiqué de presse, CPI, 27 septembre 2021.
[117] Lettre bipartisane de sénateurs américains au président des Etats-Unis, Joseph Biden, 24 mars 2023 ; « House Resolution Supports ICC Arrest Warrant for Putin & Lvova-Belova », communiqué de presse, bureau du représentant Mike Quigley, 18 avril 2023 ; Lettre bipartisane de membres du Congrès américain au président des Etats-Unis, Joseph Biden, 6 juin 2023.

en fonction de la seconde administration Trump.[118] Cette dernière a imposé une nouvelle série de sanctions à plusieurs responsables de la Cour en février 2025.[119] Donald Trump a reconnu que cette nouvelle campagne visait en partie à défendre ses alliés politiques en Israël.[120]

Les inquiétudes entourant l'avenir de la Cour surviennent à un moment où le respect des contraintes juridiques encadrant le recours à la force s'érode.[121] De nombreux Etats font preuve d'un mépris manifeste pour le droit international humanitaire.[122] La Cour peine à enrayer cette tendance. Malgré ses 125 Etats membres, sa marge de manœuvre reste limitée, en particulier lorsque de grandes puissances non-membres sont impliquées dans des crimes présumés relevant de sa compétence. Le Conseil de sécurité, qui est habilité à saisir la CPI, ne l'a fait qu'à deux reprises – pour le Darfour en 2005 et pour la Libye en 2011 –, témoignant des divisions géopolitiques qui minent le soutien dont elle bénéficie. Certains observateurs pointent également ses défaillances institutionnelles, notamment la longueur de ses procédures et l'échec de plusieurs poursuites très médiatisées. Les accusations d'abus sexuels visant l'ancien procureur Karim Khan (qu'il conteste) ont conduit à sa révocation fin juillet et ont entaché la légitimité de la Cour.[123] Mais la capacité d'action de la CPI reste limitée sans un soutien politique solide, puisqu'elle dépend des Etats membres et du Conseil de sécurité pour faire exécuter ses décisions.[124]

Malheureusement, l'offensive de Washington a trouvé un écho auprès d'autres Etats, qui cherchent désormais à se soustraire aux engagements qu'ils ont pris en vertu du Statut de Rome. Fin juin, le Burkina Faso,

[118] Brian Finucane, Stephen Pomper et Mairav Zonszein, « All Eyes on The Hague: The ICC Prosecutor's Move against Hamas and Israeli Leaders », commentaire de Crisis Group, 24 mai 2024.
[119] « Imposing Sanctions on the International Criminal Court », La Maison-Blanche, 6 février 2025.
[120] « TRANSCRIPT: President Trump Holds a Cabinet Meeting at Camp David, 7.31.26 », groupe démocrate au Sénat américain, 31 juillet 2026.
[121] Stewart Patrick, « What's Driving the Trump Administration's Push to Dismantle the ICC? », Carnegie Endowment for International Peace, 15 juillet 2026.
[122] Mirjana Spoljaric, « Speech given by the International Committee of the Red Cross at the UN Security Council Open Debate on the Protection of Civilians in Armed Conflict », New York, 20 mai 2026.
[123] « Independent Expert Review of the International Criminal Court and the Rome Statute System - Final Report », 30 septembre 2020 ; John B Bellinger III, « The ICC Has Real Flaws. Dismantling It Without an Alternative Is Not the Answer », Council on Foreign Relations, 16 juillet 2026.
[124] Par exemple, l'Afrique du Sud (Etat partie au Statut de Rome) n'a pas exécuté le mandat d'arrêt délivré par la CPI contre l'ancien président soudanais Omar el-Béchir lorsque celui-ci s'est rendu en Afrique du Sud en juin 2015, tandis que la Mongolie a accueilli le président russe Vladimir Poutine pour une visite d'Etat en 2024. « Affaire Al-Bashir : la Chambre préliminaire II de la CPI décide de ne pas renvoyer la non-coopération de l'Afrique du Sud à l'AEP ou au CSNU », communiqué de presse, CPI, 6 juillet 2017 ; Stephen Pomper, « Assessing the ICC's Impact in Ukraine », *Just Security*, 6 février 2026.

le Mali et le Niger ont officiellement engagé leur retrait de la CPI, qualifiant celle-ci d'« instrument d'oppression néocoloniale aux mains de l'impérialisme ».[125] Quelle que soit la justification idéologique invoquée, ce retrait présente aussi l'avantage de mettre ces régimes et leurs partenaires russes à l'abri de poursuites internationales pour les actes commis une fois leur départ de la Cour effectif (lequel intervient au terme d'un délai d'un an). Même si ces trois Etats étaient avant tout motivés par des intérêts propres, la campagne menée par Donald Trump n'a pu que faciliter, sur le plan politique, leur décision.[126]

Pour d'autres Etats, la volonté d'améliorer leurs relations avec Washington a joué un rôle plus manifeste. Bien que la CPI enquête sur la situation au Venezuela depuis 2018, Caracas n'a déposé les documents officialisant son retrait auprès de l'ONU qu'en juillet, après l'annonce de la campagne américaine. Le même mois, le Tchad a lui aussi annoncé son retrait du Statut de Rome, invoquant un parti pris de la Cour à l'encontre de l'Afrique et son efficacité limitée. Ce choix ne risquant guère de susciter de contestation dans son pays, le président Mahamat Déby cherche peut-être à renforcer le soutien des Etats-Unis aux opérations conjointes de lutte contre le terrorisme dans le bassin du lac Tchad ainsi qu'aux troupes tchadiennes déployées au sein de la FRG en Haïti.[127] Le nouveau président colombien semble lui aussi envisager un retrait afin de se rapprocher des Etats-Unis et discréditer la juridiction de justice transitionnelle de son propre pays, soutenue par la CPI et créée dans le cadre de l'accord de paix conclu en 2016 avec les anciens combattants rebelles.[128]

Même si les détracteurs de la Cour tendent à la dépeindre comme impuissante, celle-ci joue un rôle important dans le renforcement et l'application des règles du droit international relatives aux violences de masse. Elle maintient ouverte la possibilité d'amener les responsables à répondre de leurs actes, même dans les situations où sa capacité à faire exécuter ses décisions est limitée.[129] Son affaiblissement risque d'éroder encore davantage l'autorité du droit international humanitaire.

Les Etats membres de la Cour devraient agir de concert pour limiter les dégâts. Ils ne comptent peut-être pas parmi les Etats les plus puissants du monde, mais leur nombre leur confère un poids réel. Ils devraient encourager les Etats susceptibles de céder aux pressions amé-

[125] « JOINT COMMUNIQUE OF THE STATES OF THE AES CONFEDERATION RELATING TO THE WITHDRAWAL FROM THE ROME STATUTE OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT », Le Centre africain pour la démocratie et les études des droits de l'homme, septembre 2025.
[126] Tweet du Bureau des affaires africaines du département d'Etat américain, @AsstSecStateAF, 14 h 21, 17 juillet 2026.
[127] Crisis Group, « On Our Radar – Chad », 7 août 2026.
[128] Lucía Martínez, « Colombia ICC Withdrawal: Reports Say Bogotá May Quit the War Crimes Court », *Rio Times*, 18 août 2026.
[129] Briefing de Crisis Group, *Causes of Peace in an Era of Hard Power*, op. cit.

ricaines à maintenir leur engagement et à faire tout leur possible pour renforcer la résilience de la Cour. Concrètement, certains pays pourraient proposer des services bancaires de base aux responsables de la CPI visés par les sanctions américaines. Les Etats membres devraient également mettre à profit les négociations sur la résolution annuelle de l'Assemblée générale consacrée à la CPI, prévues entre octobre et novembre, pour mobiliser un soutien public en faveur de son action et susciter une opposition collective plus ferme à l'offensive américaine contre ce pilier de l'architecture de la justice internationale.

7. Recalibrer l'action de l'ONU au Myanmar

L'installation, en avril, d'une administration civile de façade au Myanmar, à l'issue d'élections orchestrées par l'armée quatre mois plus tôt, a placé l'ONU face à un dilemme. Le scrutin n'a restauré ni l'autorité ni la légitimité de l'Etat, et Naypyitaw ne dispose d'aucune stratégie crédible pour mettre fin au conflit armé, que ce soit par la négociation ou par une victoire militaire.[130] La situation humanitaire continue de se dégrader sous l'effet des combats, du déclin économique et de la crainte de la conscription.[131] Malgré cela, un nombre croissant de pays voisins du Myanmar accordent une reconnaissance de facto à la nouvelle administration, tandis que Min Aung Hlaing – auteur du coup d'Etat et désormais président – s'est récemment rendu en Inde, en Chine, au Laos, en Thaïlande et au Vietnam. Pékin maintient une ligne ferme visant à limiter les discussions sur le Myanmar à l'ONU, tandis que le secrétaire général António Guterres s'est montré peu disposé à engager son capital politique sur ce dossier. Faute de nouvel élan diplomatique à court terme, les responsables de l'ONU devront soigneusement calibrer leur action afin de limiter les préjudices, préserver les moyens de subsistance et soutenir le développement sans pour autant conférer de légitimité à des formes de gouvernance abusives.

Une grande partie de cette tâche reviendra à la nouvelle direction de l'ONU à Yangon. En octobre 2025, António Guterres a nommé Gwyn Lewis, fonctionnaire chevronnée, au poste de coordonnatrice résidente et coordonnatrice humanitaire par intérim de l'ONU au Myanmar, mettant fin à la pratique inefficace consistant à confier cette fonction à tour de rôle aux responsables des différentes agences.[132] La coordonnatrice résidente devra définir les modalités des relations de l'ONU avec la nouvelle administration, tout en veillant à ce que l'organisation puisse continuer à fournir une aide humanitaire et au développement essentielle. Autre point tout aussi important : son bureau devrait four-

[130] Briefing Asie de Crisis Group N°188, *Myanmar's New Administration: Military Consolidation, Not Transition, 3* juin 2026.
[131] « Myanmar Humanitarian Update no.51 (9 March 2026) », OCHA, 9 mars 2026.
[132] Gwyn Lewis porte le titre ad interim, car le secrétaire général ne souhaite pas reconnaitre politiquement les autorités en leur demandant par écrit leur accord à cette nomination. Voir le briefing spécial de Crisis Group N°12*, Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025*, 10 septembre 2024.

nir une orientation stratégique claire à l'ensemble des agences et organismes de l'ONU présents dans le pays, afin que tous agissent selon une approche cohérente malgré les contraintes politiques actuelles.

Les responsables de l'ONU devront également définir les modalités de leurs relations avec les groupes armés ethniques présents au Myanmar. Les agences d'aide humanitaire fournissent déjà une assistance dans certaines régions du pays échappant au contrôle de l'Etat, en passant par des partenaires locaux, malgré l'absence d'accords formels avec Naypyitaw. Comme l'a montré le séisme dévastateur de mars 2025, l'ONU reste l'une des rares organisations capables d'acheminer une aide internationale à grande échelle aux civils dans une grande partie du pays, y compris dans les zones échappant au contrôle du gouvernement.[133] La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement sont devenues les principaux pourvoyeurs d'aide à la population du Myanmar et ceux dont le soutien est le plus constant, mais elles ne peuvent légitimement faire transiter des fonds par l'intermédiaire d'un gouvernement qu'elles ne reconnaissent pas. Leur soutien est donc fourni hors budget – c'est-à-dire en dehors des circuits de l'Etat – et repose sur les agences de l'ONU pour le contrôle fiduciaire et la distribution des fonds. La coordonnatrice résidente devra tenir compte des sensibilités politiques liées au rôle de l'ONU dans la fourniture de cette aide, ainsi que des approches divergentes adoptées par les pays voisins – notamment le Bangladesh, la Chine, l'Inde et la Thaïlande – à l'égard de l'aide transfrontalière informelle.[134]

Le même équilibre délicat doit être trouvé par l'ONU sur le plan diplomatique. L'envoyée spéciale Julie Bishop, qui a eu du mal à transformer son accès aux hauts responsables de la région en véritables ouvertures pour la diplomatie onusienne, a largement compromis ses relations avec les dirigeants du Myanmar en adoptant un discours public de plus en plus véhément. De retour de Naypyitaw, elle a, par exemple, déclaré en juin aux Etats membres de l'ONU que l'élection avait été conçue pour pérenniser le pouvoir militaire et que le plan de paix en 100 jours proposé par Min Aung Hlaing n'inspirait aucune confiance.[135] Le prochain secrétaire général aura l'occasion de redéfinir la stratégie

[133] Richard Horsey, « Support Vital for Myanmar's Quake Victims, Despite Military Obstacles », commentaire de Crisis Group, 1er avril 2025 ; « End of Mission Report United Nations Disaster Assessment & Coordination (UNDAC) - Earthquake 7.7M Response - Myanmar (29Mar-16Apr 2025) », OCHA, 23 février 2026 ; « First Person: Myanmar aid workers brave conflict and harsh conditions to bring aid to earthquake victims », ONU Info, 30 avril 2025.

[134] Thomas Kean, « Time to Reset Bangladesh's Approach to the Rohingya », commentaire de Crisis Group, 8 juillet 2026 ; Briefing Asie de Crisis Group N°186, *Fractured Heartland: Shan Politics and Conflict in Post-coup Myanmar*, 27 novembre 2025.

[135] « Special Envoy on Myanmar's remarks to the General Assembly », Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU, 19 juin 2026.

d'ensemble de l'ONU et d'apporter un soutien politique plus solide à l'envoyée spéciale.[136]

L'Assemblée générale de l'ONU constituera un test important. Depuis le coup d'Etat de 2021, la Chine et les Etats-Unis ont tacitement maintenu le statu quo en laissant en poste l'ambassadeur Kyaw Moe Tun, nommé par le gouvernement élu et qui s'est par la suite rallié au gouvernement parallèle d'unité nationale. Naypyitaw devrait faire valoir ses arguments pour que son candidat soit reconnu comme représentant permanent du Myanmar lorsque la Commission de vérification des pouvoirs se réunira en novembre. Dans une déclaration conjointe avec Min Aung Hlaing, le 17 juin à Pékin, la Chine s'est engagée à soutenir la « participation pleine, égale et constructive » du Myanmar à l'ONU, formule qu'elle a reprise deux jours plus tard à l'Assemblée générale.[137] Reste à savoir jusqu'où Pékin est prêt à s'investir diplomatiquement dans ce dossier. La décision a été ajournée d'année en année, les membres permanents siégeant à cette commission – la Chine, les Etats-Unis et la Russie – ayant préféré le statu quo à un vote susceptible de créer des divisions, mais aussi parce que tout examen des revendications concurrentes concernant la représentation du Myanmar risquerait de susciter un débat analogue sur les autorités talibanes en Afghanistan.[138]

Le débat sur la représentation officielle du Myanmar pourrait coïncider avec l'arrêt attendu de la Cour internationale de Justice dans l'affaire de génocide intentée contre le Myanmar par la Gambie.[139] Même si

[136] Le mandat de l'envoyé a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 2017 afin de soutenir l'action de l'organisation sur plusieurs priorités politiques. « Situation des droits de l'homme au Myanmar », Assemblée générale de l'ONU, UN Doc. A/RES/72/248, 23 janvier 2018.

[137] « Joint Statement of the Republic of the Union of Myanmar and the People's Republic of China on Accelerating the Building of a China – Myanmar Community with a Shared Future (17 June 2026) », République de l'Union du Myanmar, 18 juin 2026 ; et réunion informelle de l'Assemblée générale plénière convoquée pour entendre l'exposé de l'envoyée spéciale sur le Myanmar, 19 juin 2026.

[138] La Commission, nommée lors de la première séance plénière de l'Assemblée générale en vertu de l'article 28, s'est réunie une fois au cours de la 80e session, le 25 novembre 2025. Dans son rapport, elle a proposé un report unique de l'examen des pouvoirs concurrents du Myanmar et de l'Afghanistan, qui a été adopté sans vote. Voir « Report of the Credentials Committee », A/80/547, 25 novembre 2025, paragraphes 8 à 10, approuvé par l'Assemblée générale le 12 décembre 2025 (résolution 80/114).

[139] Les audiences publiques dans l'affaire *The Gambia v. Myanmar* devant la Cour internationale de Justice ont pris fin le 29 janvier 2026, et l'arrêt est en délibéré. La Cour devra se prononcer à la fois sur la question de savoir si le Myanmar a commis un génocide et s'il a manqué à son obligation de prévenir et de punir les actes de génocide. Si elle concluait que le Myanmar a commis un génocide, ce serait la première fois qu'elle tiendrait un Etat pour responsable d'un tel crime. Dans les deux précédents arrêts relatifs à un génocide, *Bosnia and Herzegovina v. Serbia* and *Montenegro and Croatia v. Serbia*, la Cour a conclu, dans le premier cas, à un manquement à l'obligation de prévenir et de punir le génocide et, dans le second,

l'issue de cette affaire demeure incertaine, une décision établissant la responsabilité de l'Etat au moment même où éclaterait un différend sur la représentation du Myanmar accentuerait les divisions internationales autour de la légitimité de l'administration du pays. Un tel scénario réduirait encore davantage la marge de manœuvre de l'ONU au Myanmar, Naypyitaw risquant d'y voir un nouveau motif d'hostilité. Pour les dirigeants de la région, s'afficher aux côtés de Min Aung Hlaing pourrait aussi devenir politiquement plus coûteux, compliquant les visites de haut niveau dans le pays sans pour autant inverser, vraisemblablement, la dynamique de normalisation diplomatique.

L'ONU ne dispose pas des leviers nécessaires pour faire évoluer sensiblement la situation au Myanmar. L'organisation joue toutefois un rôle essentiel dans l'acheminement de l'aide humanitaire et d'autres formes de soutien aux populations civiles vulnérables. Une stratégie opérationnelle crédible, soutenue dans la durée par un appui politique du siège, sera donc essentielle pour atténuer les souffrances de la population et les conséquences du conflit armé.

8. Protéger l'action de l'ONU en faveur de l'égalité des genres dans les situations de conflit

Le programme de réforme de l'ONU a soulevé des questions épineuses quant à la manière dont l'organisation devrait structurer son action en faveur des femmes et des jeunes filles. Fin 2025, le secrétaire général António Guterres a proposé, dans le cadre de l'initiative ONU80, la fusion du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et d'ONU Femmes.[140] Le FNUAP pilote l'action de l'ONU en matière de santé sexuelle et reproductive, tandis qu'ONU Femmes (dont les effectifs et moyens représentent environ un tiers de ceux du FNUAP) milite en faveur de l'évolution des normes sur les questions de genre, notamment dans le cadre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS), et finance des ONG pour la mise en œuvre d'activités dans ces domaines.[141] On ignore encore si cette fusion aboutira. Face aux coupes dans l'aide internationale et à la remise en cause de l'égalité des genres à travers le monde, de nombreux Etats membres et respon-

à l'absence de preuve d'une intention spécifique. Voir « The concluding stage of The Gambia v. Myanmar genocide case before the International Court of Justice », Global Centre for the Responsibility to Protect, 10 février 2026.

[140] Parmi les autres fusions proposées dans le cadre de l'initiative ONU80 figurent le regroupement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ; celui de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et de l'Ecole des cadres du système des Nations unies ; ainsi que celui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

[141] Doté d'un budget annuel de 1,53 milliard de dollars, le modèle du FNUAP est axé sur la prestation de services à travers 3 569 employés dans 150 pays. « As-Is Analysis: A Baseline for the UNFPA - UN Women Strategic Merger Assessment », Initiative ONU80, volet de travail 4, document de travail, 6 mars 2026.

sables de l'ONU craignent que la fusion de ces deux entités n'entrave durablement l'action de l'organisation en faveur de l'égalité des genres, notamment ses efforts visant à soutenir les femmes et les jeunes filles touchées par les conflits.

La proposition du secrétaire général prévoyait notamment que l'ONU prépare un rapport évaluant les risques et les avantages d'une telle fusion, une idée déjà envisagée, puis écartée en 2023.[142] Ce document, publié en mars, a préconisé de réunir le FNUAP et ONU Femmes au sein d'une nouvelle entité qui s'exprimerait d'une seule voix. La fusion permettrait en outre à l'ONU d'économiser entre 32 et 38 millions de dollars par an, une somme que l'organisation encouragerait les Etats membres à réinvestir dans les activités de la nouvelle structure.[143] L'évaluation a reconnu que, lors des négociations sur la création de cette nouvelle entité, les Etats membres pourraient écarter certains domaines d'action importants mais controversés, notamment plusieurs services de santé sexuelle et reproductive ainsi que les activités en faveur de la protection des personnes LGBTQI+, sans toutefois proposer de solutions pour atténuer ce risque.[144]

Les motifs de préoccupation ne s'arrêtent pas là. Bien que ces deux agences interviennent sur les questions de genre dans les pays touchés par des conflits, la séparation de leurs mandats permet à l'ONU de répondre à des enjeux politiques, sécuritaires et humanitaires distincts.[145] En Afghanistan, par exemple, le FNUAP mène des programmes d'éducation à la santé menstruelle et de soutien aux sages-femmes, dans le respect des décrets des Taliban.[146] Si les échanges entre les Taliban et le personnel du FNUAP sont parfois « tendus », les autorités reconnais-

[142] Des Etats membres et des responsables de l'ONU disent avoir le sentiment que, quelles que soient ses conclusions, l'étude était destinée à recommander une fusion, le secrétaire général et la vice-secrétaire générale souhaitant montrer qu'ils étaient résolus à engager des réformes de grande ampleur afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation. Pour en savoir plus, voir « Independent Review of the UN System's Capacity to Deliver on Gender Equality », Dalberg, 11 février 2023.

[143] « Preliminary Findings from the Strategic Merger Assessment of UNFPA and UN Women », Initiative ONU80, 30 mars 2026.

[144] Compte tenu du rôle moteur des Etats-Unis dans les pressions exercées sur le secrétaire général et la vice-secrétaire générale afin qu'ils démontrent leur volonté de rationaliser le fonctionnement de l'ONU, mais aussi de l'hostilité de Washington envers l'action de l'organisation en faveur de l'égalité des genres et du programme FPS, de nombreux Etats membres et responsables onusiens estiment que ce projet de fusion risque d'offrir aux Etats-Unis une occasion idéale d'affaiblir durablement l'action de l'ONU dans ces domaines, en ouvrant la voie à des négociations sur un nouveau mandat, alors que celles-ci ne sont ni nécessaires ni souhaitables.

[145] En 2025, le FNUAP est intervenu dans le cadre de 50 crises humanitaires, tandis qu'en 2024, ONU Femmes a mené des activités dans 43 contextes de crise. Voir « 2026 Humanitarian Action Overview », FNUAP, avril 2026 ; et « Humanitarian Action Annual Report 2024 », ONU Femmes, 2025.

[146] « Youth centre provides life-changing menstrual hygiene information and supplies to Afghan girls », FNUAP Afghanistan, 28 mai 2026.

sent la nécessité des services fournis par l'agence.[147] Le bureau d'ONU Femmes en Afghanistan se trouve dans une situation plus précaire. Les Taliban considèrent ONU Femmes comme l'un de leurs détracteurs les plus virulents et dénoncent ses appels répétés à abroger des décrets extrêmement restrictifs comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays.[148] ONU Femmes soutient certes des projets visant à permettre aux femmes d'assurer leurs moyens de subsistance, que les Taliban jugent compatibles avec leur objectif de maintenir l'économie à flot, et qui permettent à l'organisation de conserver une présence dans le pays, mais ses positions de principe demeurent une source constante de tensions. La fusion des deux entités pourrait donner à penser que le FNUAP partage ces positions et l'exposer à des risques inutiles.[149]

Les efforts déployés par l'ONU pour venir en aide à plus d'un million de réfugiés rohingyas originaires du Myanmar et vivant à Cox's Bazar, au Bangladesh, illustrent aussi l'intérêt de maintenir ONU Femmes et le FNUAP en tant qu'entités distinctes afin de soutenir les femmes et les jeunes filles touchées par les conflits.[150] Le FNUAP fournit des services de santé pour répondre à la forte prévalence des violences sexuelles et au nombre élevé de grossesses. Dans ses échanges avec les autorités bangladaises, le FNUAP doit faire preuve d'une grande habileté politique, compte tenu des sensibilités locales autour des questions de santé sexuelle et reproductive.[151] ONU Femmes, pour sa part, vient en aide aux femmes réfugiées, notamment par le biais de formations professionnelles, et participe à des discussions politiquement complexes avec Dacca sur les moyens d'accompagner leur éventuel retour au Myanmar.[152]

A l'heure actuelle, les discussions consacrées aux soins de santé et celles relevant de la sphère politique sont menées séparément, de sorte que, si les deux entités doivent soulever leurs préoccupations respectives auprès des autorités à peu près au même moment, elles peuvent le faire séparément – même en se coordonnant – sans avoir à privilégier un sujet au détriment de l'autre. Des responsables onusiens redoutent que la désignation d'un interlocuteur unique de l'ONU chargé de coordonner avec les autorités à la fois les priorités humanitaires

[147] Entretien de Crisis Group, responsable onusien, New York, juillet 2026.
[148] Mohammad Farshad Daryosh, « Potzel criticizes bans on women, girls in Afghanistan », TOLOnews, 8 mars 2023 ; « IEA-MOFA statement regarding SRSG briefing to UNSC », communiqué de presse, 22 juin 2023.
[149] « Empowering Afghan Women and Energizing Economies », ONU Femmes Afghanistan, 2025.
[150] Kean, « Time to Reset Bangladesh's Approach to the Rohingya », op. cit.
[151] Entretien téléphonique de Crisis Group, professionnel de la santé humanitaire, 25 juin 2024. Voir aussi Cristal Downing, « Amid Aid Cuts, a Renewed U.S. Policy Increases Health Risks for Women and Girls in Conflict Areas », commentaire de Crisis Group, 3 mars 2025.
[152] Kean, « Time to Reset Bangladesh's Approach to the Rohingya », op. cit.

immédiates et les objectifs politiques à plus long terme ne mette les équipes de la nouvelle organisation en concurrence au moment de déterminer les questions à traiter en priorité dans les échanges de haut niveau.[153]

Des Etats membres d'horizons géographiques et de sensibilités politiques très divers ont exprimé leurs inquiétudes au sujet du projet de fusion. Une coalition comprenant le Canada, la Corée du Sud, la Pologne et la Suède – incluant certains des principaux bailleurs de fonds de ces deux agences – a écrit au secrétaire général pour lui faire savoir qu'elle n'était « pas en mesure de soutenir une telle proposition », faute de précisions sur la manière dont les deux mandats seraient préservés.[154] La Russie et la Chine ont également insisté, séparément, sur la nécessité de protéger ces deux mandats, quoique pour des raisons différentes. La Russie a souligné que les Etats membres ne s'étaient accordés sur aucune définition des « droits sexuels » et qu'il serait dès lors « inapproprié » que la nouvelle entité envisagée intervienne dans ce domaine. La Chine, pour sa part, a insisté sur le fait que le processus de fusion de deux entités devait être conduit par les Etats membres et se faire en toute transparence, laissant ainsi entendre qu'elle contestait la façon dont la recommandation avait été élaborée.[155]

En réponse aux demandes des Etats membres siégeant aux conseils d'administration des deux agences, qui souhaitaient examiner d'autres options, ONU Femmes et le FNUAP ont diffusé leurs propres évaluations, d'abord en juin, puis en août. Celles-ci proposaient différents moyens de mieux coordonner certaines de leurs activités sans passer par une fusion, notamment par le biais d'analyses communes de données et, dans certaines zones, de projets conjoints de lutte contre les violences fondées sur le genre.[156] Les Etats membres et les responsables de l'ONU devraient déterminer si ces propositions permettraient d'améliorer l'efficacité des deux agences sans risquer d'affaiblir leurs mandats, comme pourrait le faire une fusion. Ce faisant, ils devraient se

[153] L'évaluation du projet de fusion présente ce modèle reposant sur un interlocuteur unique comme l'un des atouts de la proposition. Des responsables de l'ONU y voient toutefois une faiblesse, en raison des arbitrages internes qu'il faudrait opérer pour déterminer les priorités à aborder lors des discussions avec les gouvernements. Entretiens de Crisis Group, responsables onusiens, janvier-juillet 2026.
[154] Canada letter to the UN Secretary-General, 15 mai 2026.
[155] Pour plus d'informations, voir Letter from Russia to the UN Secretary-General, UNGA A/80/710, 20 avril 2026 ; Remarks by China on the UN80 initiative, 8 juin 2026.
[156] Le second document a également fourni davantage de précisions sur le coût d'une fusion. Entre 2027 et 2030, son incidence financière pourrait aller d'une perte nette de 9,9 millions de dollars à un gain net de 38,2 millions de dollars, selon les coûts de transition et la structure organisationnelle retenue. Les économies annuelles pourraient ensuite atteindre 35,1 millions de dollars. D'après l'évaluation réalisée par l'ONU, elles seraient réinvesties dans la nouvelle entité. « Further evidence and analysis on both the merger scenario and on alternative options to enhance alignment, impact and efficiency », ONU Femmes/FNUAP, 7 août 2026.

garder de présenter des propositions politiquement inopportunes qui risqueraient de compromettre des avancées durement acquises et d'affaiblir, à long terme, le soutien apporté par l'ONU aux femmes et aux jeunes filles touchées par les conflits et d'autres crises.

9. Repenser les débats sur l'avenir des opérations de paix de l'ONU

Les diplomates citent régulièrement les opérations de paix comme l'une des principales contributions de l'ONU à la paix et à la sécurité. Le Conseil de sécurité n'a toutefois autorisé le déploiement d'aucune force de Casques bleus de grande ampleur depuis plus d'une décennie, et le nombre de militaires et de policiers servant sous la bannière de l'organisation a diminué de moitié au cours de la même période. Les nouvelles missions politiques spéciales de l'ONU, qui sont exclusivement ou principalement civiles, se sont elles aussi faites rares. Comme indiqué plus haut, l'administration Trump a fait pression pour réduire le budget des missions onusiennes de tous types, mettant en cause leur coût, leur efficacité et l'absence apparente d'objectifs concrets.

Afin d'orienter les discussions sur les moyens de redynamiser cet instrument en perte de vitesse, le secrétaire général António Guterres a publié un examen de toutes les formes d'opérations de paix.[157] Ce rapport, demandé initialement par les Etats membres fin 2024, a été publié en août. Bien qu'il couvre les missions politiques – et plaide résolument pour que l'ONU investisse de nouveau dans la prévention et les bons offices, un point abordé dans la section suivante –, nombre de ses recommandations plus techniques concernent spécifiquement les opérations comportant des composantes militaires et policières. Plusieurs Etats membres de l'ONU, dont les Etats-Unis, ont déploré que cet examen n'apporte rien de véritablement nouveau.[158] Il offre néanmoins un solide aperçu des difficultés auxquelles se heurtent les opérations de l'ONU et constitue un point de départ pour des discussions diplomatiques sur les moyens d'y remédier.

Le diagnostic que dresse le rapport sur les problèmes rencontrés par les opérations de paix est difficilement contestable. Comme il le souligne, l'ONU est souvent chargée de maintenir à bout de bras des cessez-le-feu et des processus politiques fragiles dans des contextes de violence endémique. Les missions onusiennes font également face à de nouveaux

[157] « Review on the future of all forms of United Nations peace operations: report of the Secretary General », UNGA A/80/798 – UNSC S/2026/600, 22 juillet 2026.
[158] Voir, par exemple, « L'avenir des opérations de paix des Nations unies : application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix », UNGA A/70/357 – UNSC S/2015/682, 2 septembre 2015 ; « Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations unies », secrétaire général de l'ONU, 16 août 2018 ; « Le Pacte pour l'avenir », UNGA A/RES/79/1, 22 septembre 2024, paragraphes 42 (a)-42(g) ; « Chair's Summary – UN Peacekeeping Ministerial 2025 », 14 mai 2025.

défis, comme les campagnes de désinformation et les cyberattaques, auxquelles elles sont mal préparées. Divisé et accaparé par d'autres préoccupations, le Conseil de sécurité n'apporte qu'un soutien politique limité au personnel de l'ONU déployé sur le terrain et n'adapte pas suffisamment rapidement les mandats des missions à l'évolution des menaces auxquelles elles sont confrontées (un constat que les diplomates du Conseil reconnaissent comme fondé).[159]

Le secrétaire général avance une série de réponses pertinentes, quoique technocratiques, à ces difficultés. Il propose que le Conseil de sécurité demande aux opérations de l'ONU de rechercher des solutions politiques permettant de mettre fin aux conflits et d'en atténuer les effets, de conclure avec les Etats des « pactes » définissant des engagements communs visant à assurer le bon déroulement des missions et de faire preuve de souplesse dans le réexamen et la révision des mandats. Dans son analyse, il appelle à la rédaction d'un nouveau rapport du secrétariat examinant les capacités dont les missions de l'ONU ont besoin pour gagner en agilité, tout en martelant la nécessité pour ces missions d'améliorer leur rapport coût-efficacité et de mieux rendre compte de leurs résultats.

Le personnel de l'ONU et les diplomates consacreront une grande partie de l'année à venir au suivi de ces propositions. Mais même s'ils parviennent à résoudre certains problèmes de procédure, des questions politiques plus larges sur l'avenir des opérations de paix de l'ONU resteront en suspens. Face aux tensions géopolitiques actuelles, la marge de manœuvre dont disposent les médiateurs – qu'ils interviennent ou non sous l'égide de l'ONU – pour élaborer des processus de paix durables restera vraisemblablement limitée.[160] Dans des régions comme le Sahel ou des pays comme Haïti, les gouvernements aux prises avec des groupes armés attendent des forces internationales qu'elles neutralisent leurs adversaires plutôt qu'elles ne cherchent à les amener à la table des négociations. António Guterres et la plupart des responsables de l'ONU estiment qu'en règle générale, l'organisation ne devrait pas prendre directement part à des opérations d'imposition de la paix, même si le Conseil de sécurité soutient des missions ad hoc comme la FRG en Haïti, auxquelles le système onusien peut apporter un soutien logistique et administratif.

Le défi fondamental que l'ONU doit relever consiste à convaincre une nouvelle fois les parties au conflit et les autres acteurs de s'investir dans des processus de médiation et des efforts de consolidation de la paix visant à réduire au minimum la violence, et à démontrer que les opérations de paix onusiennes sont en mesure d'appuyer utilement ces initiatives lorsque cela est nécessaire. Cet argument pourrait trouver

[159] « Procès-verbal provisoire de la 10 137e séance du Conseil de sécurité des Nations unies », UNSC S/PV.10137, 15 avril 2026.
[160] Briefing de Crisis Group, *Causes of Peace in an Era of Hard Power*, op. cit.

un écho auprès de certains acteurs. Comme l'a souligné Crisis Group, les tentatives visant à écraser les insurrections par la seule force, notamment au Sahel, ont mal tourné.[161] S'il reste encore fort à faire pour améliorer le fonctionnement des opérations de paix de l'ONU, António Guterres laisse néanmoins derrière lui une feuille de route utile pour y parvenir. Le principal défi du prochain secrétaire général sera de rétablir la crédibilité de l'organisation en tant qu'acteur capable de déployer des opérations de paix pour épauler d'autres initiatives de paix lorsque celles-ci semblent prometteuses.

10. Repenser l'approche du secrétaire général en matière de gestion des crises

Lorsque le prochain secrétaire général prendra ses fonctions le 1er janvier 2027, il ou elle disposera d'une brève fenêtre d'opportunité pour repenser la manière dont le secrétariat de l'ONU définit ses orientations stratégiques et répond aux crises. Dans les premiers mois de leur mandat, les nouveaux dirigeants de l'ONU réorganisent généralement leur cabinet et soumettent aux Etats membres des propositions plus larges de restructuration du secrétariat.[162] Au cours du processus de sélection, les Etats membres ont souligné que le candidat retenu devrait donner la priorité à la paix et à la sécurité. De nombreux candidats ont promis de s'investir personnellement dans la diplomatie de crise, un point sur lequel António Guterres a également insisté dans son examen de toutes les formes d'opérations de paix.[163] Il convient toutefois d'améliorer les mécanismes à travers lesquels l'institution élabore des pistes d'action face aux conflits nouveaux ou persistants, ces rouages s'étant quelque peu grippés ces dernières années. Ils devront également se préparer aux répercussions de risques mondiaux, tels que le phénomène climatique El Niño, sur les Etats touchés par des conflits, lesquelles mettront à l'épreuve les capacités du système onusien en matière de diplomatie, d'aide humanitaire et de développement.

Si le secrétaire général António Guterres a fait de la restructuration du pilier paix et sécurité de l'ONU une priorité dès le début de son mandat, les dysfonctionnements organisationnels se sont depuis multipliés.[164] António Guterres a conservé un contrôle étroit sur la prise de décision. Les responsables des opérations de paix et des affaires politiques, à

[161] Rapport Afrique de Crisis Group N°314, *Nord du Mali : revenir au dialogue,* 20 février 2024 ; rapport Afrique de Crisis Group N°321, *Le Jnim et le dilemme de l'expansion au-delà du Sahel,* 20 février 2026 ; briefing de Crisis Group, *Causes of Peace in an Era of Hard Power*, op. cit.

[162] Thomas Weiss et Tatiana Carayannis, « Windows of opportunity for UN reform: historical insights for the next Secretary-General », *International Affairs*, vol. 93, no. 2 (2017).

[163] « Review on the future of all forms of United Nations Peace Operations », op. cit., paragraphes 24-29.

[164] Pour en savoir plus, voir le projet de budget pour l'exercice 2018-2019 relatif à la réforme du dispositif de paix et de sécurité, UNGA A/72/772, 1er mars 2018.

New York comme ailleurs dans le monde, ont souvent le sentiment d'être tenus à l'écart. Alors que les crises se succédaient, les hauts responsables du secrétariat sont devenus excessivement prudents, tandis que les querelles entre départements (une constante de la vie onusienne) se sont envenimées. Les membres du Conseil de sécurité déplorent que, lorsqu'ils demandent au secrétaire général des notes présentant différentes pistes d'action – comme ils l'ont fait notamment pour Gaza, le Soudan, Haïti et le Liban –, celles-ci tardent à leur parvenir et s'avèrent généralement, au mieux, médiocres.[165]

Les responsables de l'ONU s'accordent à dire que l'une des grandes priorités du prochain secrétaire général sera de remettre de l'ordre dans ce dispositif défaillant. Pour certains, cela passe par un changement de culture (et, dans certains cas, de personnel). D'autres soutiennent qu'il faut centraliser, au sein d'une nouvelle cellule de planification rattachée au cabinet du secrétaire général, l'élaboration des pistes d'action et la coordination des réponses aux crises, afin que l'ONU puisse réagir plus rapidement aux nouveaux conflits et aux demandes d'assistance du Conseil de sécurité. Le prochain secrétaire général aurait tout intérêt à résoudre ce dysfonctionnement des circuits décisionnels – ce qui ne nécessiterait qu'un effort budgétaire et administratif relativement modeste – avant d'engager une réforme plus large du Département des opérations de paix et du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du secrétariat, laquelle exigera des négociations intergouvernementales plus poussées et pourrait raviver les rivalités internes.

Le choix par le nouveau secrétaire général des hauts responsables chargés des questions de paix et de sécurité fera également l'objet d'une attention particulière. Les puissances disposant d'un droit de veto insistent généralement pour imposer leurs candidats à la tête des départements importants, souvent dans le cadre d'arrangements négociés lors des dernières étapes du processus de sélection du secrétaire général. Une répartition tacite des postes s'est ainsi dessinée entre les grandes puissances : la France occupe le poste de secrétaire général adjoint aux opérations de paix, les Etats-Unis celui des affaires politiques, le Royaume-Uni celui des affaires humanitaires, la Chine celui des affaires économiques et sociales, tandis que la Russie désigne le chef du Bureau de lutte contre le terrorisme.

Ce partage des postes fait grincer des dents parmi les responsables de l'ONU et d'autres Etats membres, mais les secrétaires généraux successifs ont estimé qu'il constituait un compromis politique nécessaire pour s'assurer le soutien des membres permanents du Conseil.[166]

[165] Forti, « Priorité à la paix : ce que l'ONU devrait attendre de son prochain secrétaire général », op. cit.
[166] Thant Myint-U, « The Next Secretary-General, Secretariat Reform, and the Vexed Question of Senior Appointments », Centre de coopération internationale de l'Université de New York (NYU), 11 avril 2016.

Certains membres du personnel du secrétariat craignent que l'administration Trump ne fasse pression pour qu'un fidèle partisan de sa ligne dure soit nommé à la tête du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, ce qui affaiblirait l'autorité du secrétaire général.

S'il est sans doute impossible de faire entièrement abstraction des puissances disposant d'un droit de veto, António Guterres et son prédécesseur, Ban Ki-moon, ont réussi à s'opposer à la nomination de candidats proposés par Washington, Paris et Londres lorsqu'ils les jugeaient inadaptés au poste.[167] Pour faire preuve d'un minimum d'autonomie, le prochain secrétaire général devrait suivre leur exemple, en demandant éventuellement aux membres permanents de lui soumettre, de manière informelle, une liste de candidats présélectionnés pour certains postes. Autre point tout aussi important, si ce n'est plus : il ou elle devrait chercher à nommer à des postes clés de son cabinet des personnalités solides issues de pays ne disposant pas de droit de veto, notamment aux fonctions de vice-secrétaire général, de chef de cabinet et de directeur politique. Ces derniers pourraient renforcer la prise de décision au plus haut niveau et contribuer à contrebalancer l'influence, dans les débats internes, des relais des cinq membres permanents.[168] Ces hauts responsables pourraient également assumer un rôle direct de médiation.[169]

Aussi compétents que soient ses conseillers, le secrétaire général devra également s'impliquer personnellement et directement dans les efforts de prévention des conflits et les processus de paix. L'équipe du nouveau secrétaire général devra organiser, dès le début de son mandat, une série de visites dans des capitales clés de différentes régions afin qu'il ou elle puisse montrer que l'ONU entend s'investir à nouveau dans la gestion des conflits. Alors qu'António Guterres a été découragé par les premiers échecs de ses efforts de rétablissement de la paix, son successeur devrait faire preuve de davantage de persévérance quant au rôle de l'ONU dans ce domaine. Dans les années à venir, le plus grand échec de l'organisation pourrait bien ne pas résider dans son incapacité à répondre aux attentes ambitieuses en matière de diplomatie de crise, mais dans le fait de renoncer purement et simplement à s'y engager.[170]

[167] Ben Donaldson et Fred Carver, « Backroom Deals: The trade in promises for support between member states and candidates for UN Secretary-General », 1 for 8 Billion/Platforma CIPÓ, juin 2026.
[168] Daniel Safran-Hon, « The Next Secretary-General's First Decision: Who Runs the 38th Floor? », IPI Global Observatory, 13 mai 2026.
[169] Daniel Safran-Hon, « UN Peacemaking Needs More Diplomats, Not More Doctrine », IPI Global Observatory, 26 août 2026.
[170] Richard Gowan et Daniel Forti, « Make the U.N. great again: The uphill struggle facing the next Secretary General », *Time*, 22 août 2026.

IV. Conclusion

Le sort de l'ONU au cours des douze prochains mois dépendra en grande partie de la personne que ses membres choisiront pour occuper le poste de secrétaire général. Il ou elle subira de fortes pressions pour agir sans délai et engranger de premiers succès susceptibles de restaurer la crédibilité de l'organisation. Pour y parvenir, il lui faudra consacrer un capital politique limité à de multiples priorités. Les Etats membres pousseront sans doute le prochain dirigeant de l'ONU à traduire leur vision de l'organisation en plans d'action pour ses trois piliers : paix et sécurité, développement et droits humains. Le nouveau secrétaire général devra également stabiliser les finances fragiles de l'organisation et piloter un programme de réformes. Si l'année écoulée à l'ONU a été placée sous le signe de la transition, celle qui s'ouvre pourrait dépendre de la rapidité avec laquelle son nouveau chef parviendra à obtenir des résultats.

Mais le prochain secrétaire général ne pourra remédier à toutes les failles de l'ONU sans un soutien renouvelé de ses membres. Alors que les rivalités géopolitiques s'intensifient, une approche plus pragmatique consisterait peut-être pour les Etats à s'accorder sur une conception plus circonscrite du rôle de l'ONU dans les affaires mondiales. Cette vision placerait au cœur de l'action de l'organisation sa capacité à servir de plateforme pour réduire les risques mondiaux en favorisant la communication et la déconfliction, à retrouver sa crédibilité en tant qu'artisan de paix et à contribuer à soulager les souffrances les plus aiguës des populations civiles. L'organisation aura certainement aussi un rôle à jouer pour aider les populations les plus vulnérables à faire face aux chocs économiques mondiaux, qu'ils soient liés à des conflits (comme dans le cas d'une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz) ou à d'autres facteurs (tels que le phénomène climatique El Niño).

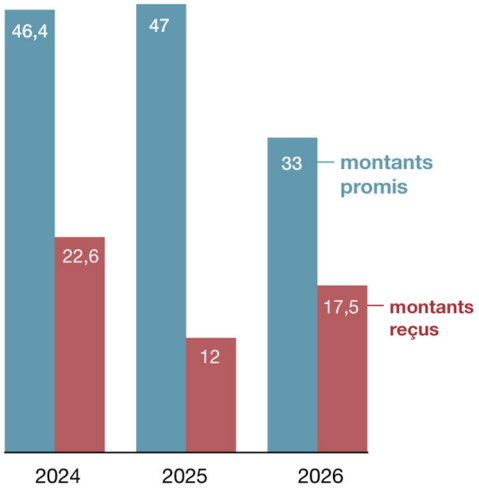
Au cours de l'année écoulée, une grande partie des débats sur l'action de l'ONU s'est concentrée sur ses insuffisances. Cette attention est compréhensible compte tenu de l'état préoccupant de l'ordre international. Mais, comme l'a montré ce briefing, l'ONU demeure, dans de nombreuses crises, la seule organisation multilatérale à disposer du mandat, de la légitimité et des capacités nécessaires pour ménager un espace à la diplomatie. Son prochain dirigeant aurait intérêt à miser pleinement sur ces atouts. Cette conception du rôle de l'ONU dans les affaires du monde est peut-être imparfaite, mais elle n'en reste pas moins essentielle.

New York/Bruxelles, 14 septembre 2026

Annexe A : Aperçu des appels humanitaires mondiaux et des opérations de maintien de la paix

Appels humanitaires mondiaux de l'OCHA, 2024-2026

Montants promis et reçus, en milliards de dollars américains, par année

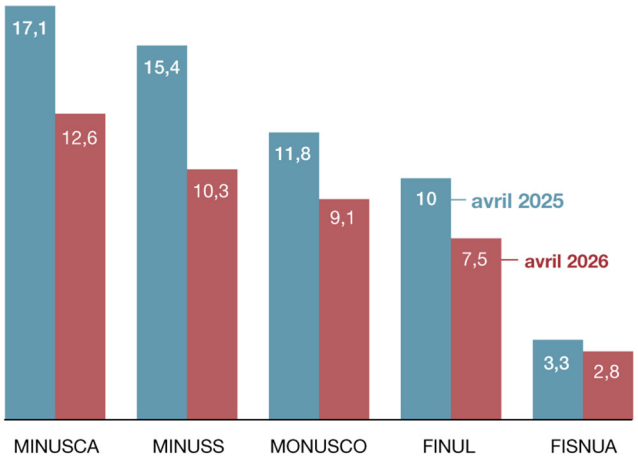


En 2026, la réduction du déficit de financement reflète des ambitions revues à la baisse, et non une diminution des besoins, les appels ayant été recalibrés en fonction des montants que les bailleurs de fonds sont réellement disposés à verser.

Source : OCHA, Financial Tracking Service / CRISIS GROUP

Diminution des effectifs en uniforme de l'ONU dans les cinq plus grandes opérations de maintien de la paix

Effectifs totaux (en milliers), comparaison entre 2025 et 2026



Les cinq plus grandes opérations de maintien de la paix de l'ONU ont toutes enregistré une réduction de leurs effectifs entre avril 2025 et avril 2026, la Minusca en RCA étant la plus touchée.

Source : « Peacekeeping – Troop and Police Contributors », ONU, 10 août 2026 / CRISIS GROUP

Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group (Crisis Group) est une organisation indépendante, non gouvernementale et à but non lucratif, comptant environ 120 membres du personnel répartis sur cinq continents. Elle œuvre, par le biais d'analyses de terrain et d'activités de plaidoyer de haut niveau, à la prévention et à la résolution des conflits meurtriers.

L'approche de Crisis Group repose sur la recherche de terrain. Des équipes d'analystes sont installées dans, ou à proximité de, pays ou régions exposés à un risque d'éclatement, d'escalade ou de reprise d'un conflit violent. À partir des informations et évaluations recueillies sur le terrain, l'organisation produit des rapports analytiques contenant des recommandations pratiques destinées aux principaux décideurs internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce, qui fournit une mise à jour concise et régulière sur l'évolution d'environ 80 situations de conflit ou de risque de conflit à travers le monde.

Les rapports de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique et simultanément mis à disposition sur son site Internet : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, y compris les médias, afin de mettre en avant ses analyses et de susciter un soutien à ses recommandations de politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group – composé de personnalités éminentes issues des milieux politiques, diplomatiques, économiques et médiatiques – participe directement à la diffusion des rapports et recommandations auprès des décideurs de haut niveau dans le monde entier. Crisis Group est co-présidé par Susana Malcorra, ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que par le directeur général de D. E. Shaw and Co., L.P., Julius Gaudio.

Comfort Ero a été nommée présidente-directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a rejoint l'organisation pour la première fois en 2001 en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest, avant de devenir directrice du programme Afrique en 2011, puis vice-présidente par intérim. Entre ses deux périodes au sein de Crisis Group, elle a travaillé pour le Centre international pour la justice transitionnelle et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Liberia.

Le siège international de Crisis Group se trouve à Bruxelles, et l'organisation dispose de bureaux dans sept autres villes : Bogotá, Dakar, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington (DC). Crisis Group est également présent dans les lieux suivants : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Juba, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : Australie (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Autriche (Agence autrichienne de développement), Canada (Affaires mondiales Canada), Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Danemark (Ministère des Affaires étrangères), Union européenne (Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, DG INTPA), Finlande (Ministère des Affaires étrangères), France (Agence française de développement), Allemagne (Ministère fédéral des Affaires étrangères), Organisation internationale pour les migrations, Irlande (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Japon (Organisation japonaise du commerce extérieur), Lettonie (Ministère des Affaires étrangères), Principauté du Liechtenstein (Ministère des Affaires étrangères), Luxembourg (Ministère des Affaires étrangères et européennes), Malte (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce), Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères), Norvège (Ministère des Affaires étrangères), Qatar (Ministère des Affaires étrangères), République de Corée (Ministère des Affaires étrangères), Slovénie (Ministère des Affaires étrangères), Suède (Ministère des Affaires étrangères), Suisse (Département fédéral des Affaires étrangères), Programme alimentaire mondial des Nations Unies, et Banque mondiale.

Crisis Group entretient également des relations avec les fondations et organisations suivantes : Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Oak Foundation, Open Society Foundations, PAX sapiens, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation, The David and Lucile Packard Foundation, Quadrature Climate Foundation, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Septembre 2026



International Crisis Group

Crisis Group dispose de bureaux à Bogotá, Bruxelles, Dakar, Istanbul, Londres, Nairobi, New York et Washington DC, et est présent dans plus de 25 localités à travers l'Afrique, l'Asie, l'Europe, le Moyen-Orient et les Amériques.

Pour plus de détails : www.crisisgroup.org